

**CRITEO SA**

Société anonyme  
32 rue Blanche, PARIS 75009  
FRANCE

---

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

RBB Business Advisors  
133 bis, rue de l'Université  
75007 Paris

Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

## **CRITEO SA**

Société anonyme

32 rue Blanche, PARIS 75009, FRANCE

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

---

À l'Assemblée générale de la société CRITEO SA

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CRITEO SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d’émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice.

En l’espèce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : les paragraphes « Recours à des estimations » et « *Impôts sur le résultat* » de la note 3 « *Principes et méthodes comptables* » de l’annexe aux comptes consolidés mentionnent les jugements et estimations significatifs retenus par la Direction, ainsi que les modalités d’évaluation et de comptabilisation du crédit impôt recherche et des impôts différés actifs (note 11 de l’annexe).

Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et jugements, à examiner les procédures d’approbation de ces estimations et jugements par la Direction, à revoir par sondages les calculs effectués par la Société et à vérifier que les notes de l’annexe donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues par la Société.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de l’Assemblée Générale.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 26 février 2021  
Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés



François BUZY

RBB Business Advisors



Jean-Baptiste BONNEFOUX

**Comptes consolidés  
de l'exercice clos le 31 décembre 2020**

# Sommaire

ETAT DU RÉSULTAT NET.....	<a href="#">3</a>
ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL.....	<a href="#">4</a>
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	<a href="#">5</a>
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	<a href="#">6</a>
ETAT DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	<a href="#">7</a>
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	<a href="#">8</a>
Note 1 - Description de l'activité.....	<a href="#">8</a>
Note 2 - Base de préparation.....	<a href="#">9</a>
Note 3 - Principes et méthodes comptables.....	<a href="#">10</a>
Note 4 - Faits marquants et événements significatifs.....	<a href="#">22</a>
Note 5 - Gestion des risques financiers.....	<a href="#">25</a>
Note 6 - Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques.....	<a href="#">28</a>
Note 7 - Nature des charges allouées par fonction.....	<a href="#">30</a>
Note 8 - Ventilation des charges de personnel.....	<a href="#">32</a>
Note 9 - Paiement fondé sur des actions.....	<a href="#">33</a>
Note 10 - Résultat financier.....	<a href="#">41</a>
Note 11 - Impôts sur les résultats.....	<a href="#">42</a>
Note 12 - Catégories d'actifs et passifs financiers.....	<a href="#">46</a>
Note 13 - Goodwill.....	<a href="#">48</a>
Note 14 - Immobilisations incorporelles.....	<a href="#">49</a>
Note 15 - Immobilisations corporelles.....	<a href="#">50</a>
Note 16 - Immobilisations financières.....	<a href="#">50</a>
Note 17 - Actifs financiers non courants.....	<a href="#">51</a>
Note 18 - Contrats de location.....	<a href="#">52</a>
Note 19 - Créances clients.....	<a href="#">55</a>
Note 20 - Autres créances d'exploitation.....	<a href="#">56</a>
Note 21 - Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	<a href="#">57</a>
Note 22 - Capital social.....	<a href="#">58</a>
Note 23 - Résultats par action.....	<a href="#">59</a>
Note 24 - Avantages du personnel.....	<a href="#">60</a>
Note 25 - Passifs financiers.....	<a href="#">62</a>
Note 26 - Endettement net.....	<a href="#">64</a>
Note 27 - Provisions.....	<a href="#">65</a>
Note 28 - Autres passifs courants.....	<a href="#">65</a>
Note 29 - Engagements hors bilan.....	<a href="#">66</a>
Note 30 - Parties liées.....	<a href="#">67</a>
Note 31 - Événements postérieurs à la clôture.....	<a href="#">67</a>

## ETAT DU RÉSULTAT NET

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	6	<b>1 948 947</b>	<b>2 020 115</b>	<b>1 816 441</b>
Coût d'achat des impressions	7	(1 130 574)	(1 174 590)	(1 093 376)
Autres coûts des ventes	7	(111 602)	(104 697)	(119 359)
<b>Marge brute</b>		<b>706 771</b>	<b>740 828</b>	<b>603 706</b>
Frais de recherche et développement	7/8	(151 888)	(153 734)	(114 932)
Frais marketing et commerciaux	7/8	(315 767)	(337 443)	(287 725)
Frais généraux et administratifs	7/8	(114 331)	(124 465)	(102 199)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>124 785</b>	<b>125 186</b>	<b>98 850</b>
Résultat financier	10	(4 305)	(9 388)	(4 434)
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>120 480</b>	<b>115 798</b>	<b>94 416</b>
Impôts sur les résultats	11	(39 047)	(34 083)	(28 293)
<b>Résultat Net</b>		<b>81 433</b>	<b>81 715</b>	<b>66 123</b>
- Attribuable aux actionnaires de Criteo SA		75 304	77 120	63 554
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		6 129	4 595	2 569
Résultat par action en €	23	1,13	1,20	1,04
Résultat dilué par action en €	23	1,12	1,18	1,03

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.



## ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
<b>Résultat net</b>	<b>81 433</b>	<b>81 715</b>	<b>66 123</b>
Ecarts de conversion, nets d'impôts	24 142	9 338	(38 204)
- <i>Ecarts de conversion</i>	24 142	9 338	(38 204)
- <i>Effet de l'impôt</i>	—	—	—
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel, net d'impôts	776	(1 082)	4 108
- <i>Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel</i>	1 046	(1 227)	4 565
- <i>Effet de l'impôt</i>	(270)	145	(457)
<b>Résultat global</b>	<b>106 351</b>	<b>89 971</b>	<b>32 027</b>
- Attribuable aux actionnaires de Criteo	99 029	84 705	30 511
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	7 322	5 266	1 516

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Goodwill	13	273 259	282 268	265 508
Immobilisations incorporelles	14	97 847	77 340	64 985
Immobilisations corporelles	15	160 708	172 832	154 426
Investissements financiers	16	—	—	34 075
Actif financiers non courants	17	17 869	19 358	14 754
Droits d'utilisation - contrats de location	18	—	126 067	93 110
Impôts différés actifs	11	29 447	25 805	16 120
<b>TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT</b>		<b>579 130</b>	<b>703 670</b>	<b>642 978</b>
Clients et comptes rattachés	19	413 887	425 640	386 321
Créances d'impôts sur les résultats	11	16 923	19 427	9 045
Autres créances d'exploitation	20	66 002	69 139	73 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	318 276	372 751	397 784
<b>TOTAL DE L'ACTIF COURANT</b>		<b>815 088</b>	<b>886 957</b>	<b>866 616</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 394 218</b>	<b>1 590 627</b>	<b>1 509 594</b>

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Capital	22	1 693	1 655	1 657
Primes		333 340	303 195	301 322
Réserve de Conversion		20 589	29 256	(7 895)
Réserves		463 403	548 648	627 883
Actions propres	4	(69 741)	(66 551)	(76 372)
Résultat de l'exercice		75 304	77 120	63 554
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>824 588</b>	<b>893 323</b>	<b>910 149</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		21 158	27 274	28 931
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>845 746</b>	<b>920 597</b>	<b>939 080</b>
Dettes financières - non courantes	25	2 174	684	315
Dettes location - non courantes	18	—	106 330	68 011
Avantages du personnel	24	4 835	7 553	5 026
Autres passifs non courants		4 459	4 934	4 510
Impôts différés passif	11	9 437	8 142	3 375
<b>TOTAL DU PASSIF NON-COURANT</b>		<b>20 905</b>	<b>127 643</b>	<b>81 237</b>
Dettes financières - courantes	25	889	3 236	2 354
Dettes location - courantes	18	—	40 876	40 328
Provisions	27	2 305	5 681	1 833
Fournisseurs et comptes rattachés		371 508	347 564	299 372
Dettes d'impôts sur le résultats		6 746	3 045	2 140
Autres dettes d'exploitation	28	146 119	141 985	143 250
<b>TOTAL DU PASSIF COURANT</b>		<b>527 567</b>	<b>542 387</b>	<b>489 277</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>1 394 218</b>	<b>1 590 627</b>	<b>1 509 594</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
<b>Résultat net</b>		<b>81 433</b>	<b>81 715</b>	<b>66 123</b>
<b>Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non lié à l'activité</b>		<b>187 696</b>	<b>212 998</b>	<b>200 597</b>
- Amortissement et provisions		94 786	137 400	140 473
- Paiements fondés sur des actions		56 414	36 621	25 206
- Plus ou moins value sur cessions d'immobilisations		—	—	2 380
- Variation des impôts différés		(6 939)	12 577	3 349
- Impôts sur le bénéfices de l'exercice		45 987	21 506	24 943
- Dettes locatives - intérêts		—	4 207	2 524
- Autres		(2 552)	687	1 722
<b>Variation du besoin en fond de roulement</b>		<b>8 533</b>	<b>5 566</b>	<b>(40 386)</b>
- Clients et comptes rattachés		1 029	790	(3 472)
- Fournisseurs et comptes rattachés		7 559	(12 420)	(29 338)
- Autres créances d'exploitation		3 499	6 802	(6 294)
- Autres dettes d'exploitation		(3 554)	10 172	5 473
- Actifs et dettes relatifs aux contrats de location		—	222	(6 755)
<b>Impôts sur les sociétés décaissés</b>		<b>(56 789)</b>	<b>(46 530)</b>	<b>(15 430)</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>		<b>220 873</b>	<b>253 749</b>	<b>210 904</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(106 291)	(88 927)	(58 764)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		24	1 442	1 400
Acquisitions de titres de participation (cession d'activité), nettes de la trésorerie acquise (cédée)		(87 766)	(3 970)	(969)
Variation des actifs financiers non courants		(49)	(1 220)	(30 160)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>(194 082)</b>	<b>(92 675)</b>	<b>(88 493)</b>
Emissions d'emprunts		—	—	140 000
Remboursement d'emprunts <sup>(1)</sup>		(817)	(913)	(142 821)
Remboursement de dettes locatives <sup>(2)</sup>		—	(54 683)	(48 476)
Augmentations de capital		1 247	1 642	1 694
Rachat d'actions propres		(70 475)	(52 957)	(39 208)
Variation des autres dettes financières		13 785	(1 227)	(1 638)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>(56 260)</b>	<b>(108 138)</b>	<b>(90 449)</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>		<b>(29 469)</b>	<b>52 936</b>	<b>31 962</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	21	<b>345 292</b>	<b>318 276</b>	<b>372 751</b>
Incidences des éléments non monétaires et de la variation des cours des devises		2 453	1 539	(6 929)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	21	<b>318 276</b>	<b>372 751</b>	<b>397 784</b>

<sup>(1)</sup> Le montant des intérêts payés au 31 Décembre 2020, 2019 et 2018 s'élèvent respectivement à 1,6 millions d'euros, 1,2 millions d'euros et 1,2 million d'euros.

<sup>(2)</sup> Les états financiers au 31 décembre 2018 n'ont pas été retraités des effets de l'application d'IFRS 16 Contrats de location (Note 2 - Annexe aux comptes consolidés 2019).

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## ÉTAT DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Résultat net	Capitaux propres - part groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>Solde au 1 janvier 2018</b>	<b>1 652</b>	<b>327 279</b>	<b>—</b>	<b>(2 356)</b>	<b>327 256</b>	<b>81 305</b>	<b>735 136</b>	<b>13 503</b>	<b>748 639</b>
Résultat net	—	—	—	—	—	75 304	75 304	6 129	81 433
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	—	—	—	22 949	776	—	23 725	1 193	24 918
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>22 949</b>	<b>776</b>	<b>75 304</b>	<b>99 029</b>	<b>7 322</b>	<b>106 351</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	—	81 305	(81 305)	—	—	—
Augmentation de capital	3	2 499	—	—	—	—	2 502	—	2 502
Paielements fondés sur des actions	—	—	—	—	54 826	—	54 826	333	55 159
Action propres <sup>(1)</sup>	—	—	(70 475)	—	—	—	(70 475)	—	(70 475)
Autres <sup>(2)</sup>	38	3 562	734	(4)	(760)	—	3 570	—	3 570
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>1 693</b>	<b>333 340</b>	<b>(69 741)</b>	<b>20 589</b>	<b>463 403</b>	<b>75 304</b>	<b>824 588</b>	<b>21 158</b>	<b>845 746</b>
Résultat net	—	—	—	—	—	77 120	77 120	4 595	81 715
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	—	—	—	8 667	(1 082)	—	7 585	671	8 256
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>8 667</b>	<b>(1 082)</b>	<b>77 120</b>	<b>84 705</b>	<b>5 266</b>	<b>89 971</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	—	75 304	(75 304)	—	—	—
Augmentation de capital	2	1 634	(52 957)	—	—	—	(51 321)	—	(51 321)
Paielements fondés sur des actions	—	—	—	—	35 192	—	35 192	190	35 382
Action propres <sup>(1)</sup>	(40)	(31 779)	56 147	—	(24 328)	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	159	—	159	660	819
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>1 655</b>	<b>303 195</b>	<b>(66 551)</b>	<b>29 256</b>	<b>548 648</b>	<b>77 120</b>	<b>893 323</b>	<b>27 274</b>	<b>920 597</b>
Résultat net	—	—	—	—	—	63 554	63 554	2 569	66 123
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	—	—	—	(37 151)	4 108	—	(33 043)	(1 053)	(34 096)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(37 151)</b>	<b>4 108</b>	<b>63 554</b>	<b>30 511</b>	<b>1 516</b>	<b>32 027</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	—	77 120	(77 120)	—	—	—
Augmentation de capital	6	1 689	(39 208)	—	—	—	(37 514)	—	(37 514)
Paielements fondés sur des actions	—	—	—	—	23 579	—	23 579	165	23 744
Action propres <sup>(1)</sup>	—	—	25 966	—	(25 822)	—	144	—	144
Autres <sup>(2)</sup>	(4)	(3 562)	3 421	—	250	—	105	(24)	81
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>1 657</b>	<b>301 322</b>	<b>(76 372)</b>	<b>(7 895)</b>	<b>627 883</b>	<b>63 554</b>	<b>910 149</b>	<b>28 931</b>	<b>939 080</b>

<sup>(1)</sup> Programme de rachat d'actions (voir Note 4)

<sup>(2)</sup> Complément de prix lié à l'acquisition de Storetail Marketing Services SAS en 2018 et 2020.

Les notes annexes font parties intégrante des comptes consolidés annuels

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## Note 1 - Description de l'activité

Criteo S.A. (« la Société ») est une société anonyme de droit français. Le siège social est situé au 32, rue Blanche, 75009 Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 484 786 249 RCS Paris.

Criteo est une société technologique fournissant le monde des marketeurs de publicités sécurisées et impactantes. Criteo permet de générer de la croissance auprès des marques et des détaillants en s'appuyant sur des données relatives aux achats en ligne via de l'intelligence artificielle "IA" et sur une couverture à grande échelle du parcours client.

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés le 25 février 2021 par le Conseil d'Administration de Criteo SA et, conformément à la loi française, seront considérés comme définitifs lorsqu'ils seront approuvés par ses actionnaires lors de l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 15 juin 2021.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Dans les notes qui suivent « Société-mère » fait référence à Criteo S.A. à titre individuel, tandis que les termes « Criteo » ou « Groupe » font référence à l'ensemble économique composé de la société Criteo S.A. et de ses filiales consolidées.

## Note 2 - Base de préparation

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

En application du règlement 1606/2002 adopté le 19 Juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers. Par ailleurs, dans le cadre de ses obligations en tant que société cotée au NASDAQ et soumise aux dispositions de l'Exchange Act de 1934, le Groupe publie des comptes consolidés conformément aux principes comptables applicables aux Etats-Unis.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

### **Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er Janvier 2020**

Les nouvelles normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2020 n'ont pas eu d'impacts significatifs sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.

- Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS
- Amendements IAS 1 et IAS 8, Définition de la matérialité
- Amendements IFRS 3, Définition d'une activité
- Amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7, Réforme des taux de référence

### **Normes et interprétations adoptées mais non encore applicables au 31 décembre 2020**

- Aucune

## Note 3 – Principes et méthodes comptables

### Méthodes de consolidation

Le Groupe exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble de ses filiales qui sont consolidées par intégration globale. Le tableau ci-après présente, à la fin de chaque exercice et pour toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation, les informations suivantes :

- Pays d'immatriculation
- Pourcentage de droits de vote et d'intérêts.

	Pays	31 Décembre 2018		31 Décembre 2019		31 Décembre 2020		Méthode de consolidation
		% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	
<b>Société françaises</b>								
Criteo SA	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Société Mère
Criteo France SAS	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Finance	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Storetail Marketing Services SAS (*)	France	100%	100%	100%	100%	—%	—%	N/A
Condigolabs SAS	France	—%	—%	100%	40%	100%	40%	Intégration Globale
<b>Société étrangères</b>								
Criteo Ltd	Royaume-Uni	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
HookLogic Ltd (**)	Royaume-Uni	100%	100%	—%	—%	—%	—%	N/A
Storetail Marketing Services LTD (**)	Royaume-Uni	100%	100%	100%	100%	—%	—%	N/A
Criteo Corp	Etats-Unis	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Manage Inc. (***)	Etats-Unis	100%	100%	100%	100%	—%	—%	N/A
Criteo GmbH	Allemagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Nordics AB.	Suède	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Korea Ltd	Corée	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo KK	Japon	66%	66%	66%	66%	66%	66%	Intégration Globale
Criteo Do Brasil Desenvolvimento De Serviços De Internet Ltda.	Brésil	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo BV	Pays-Bas	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Pty	Australie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Sri	Italie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Advertising (Beijing) Co.Ltd	Chine	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Singapore Pte.Ltd	Singapour	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo LLC	Russie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Europa S.L.	Espagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Espana S.L.	Espagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Storetail Marketing Services S.L.U (****)	Espagne	100%	100%	100%	100%	—%	—%	N/A
Criteo Canada Corp	Canada	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Reklamçılık Hizmetleri ve Ticaret A.S.	Turquie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo MEA FZ-LLC	Emirats Arabes Unis	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo India Private Limited	Inde	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale

(\*) Fusionnée avec Criteo S.A

(\*\*) Fusionnée avec Criteo Ltd

(\*\*\*) Fusionnée avec Criteo Corp

(\*\*\*\*) Fusionnée avec Criteo Espana S.L

## Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition pour obtenir le contrôle d'une entité correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis, incluant la juste valeur de tout actif ou passif relatif à des paiements différés conditionnels.

Les coûts directement imputables au regroupement sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont intervenus.

Les actifs identifiables acquis et les passifs encourus sont déterminés dans le cadre des regroupements d'entreprises, indépendamment du fait qu'ils n'aient pas été reconnus dans les états financiers de la société acquise avant la date du regroupement. Les actifs transférés et les passifs encourus sont généralement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le goodwill est déterminé après identification des actifs incorporels identifiables. Il correspond à l'excédent entre le prix d'acquisition et la somme des intérêts minoritaires dans l'acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et passifs encourus, évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs identifiables acquis et les passifs encourus et assumés de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminé que provisoirement, l'ajustement des valeurs d'actif et de passif est effectué dans les 12 mois à compter de la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3.

L'impact des plus ou moins-values et des dotations ou reprises de provisions constatées après l'expiration du délai d'affectation par rapport aux valeurs attribuées aux actifs acquis et passifs encourus lors de la première consolidation est constaté de manière prospective, en résultat de l'exercice du changement et des exercices ultérieurs, sans ajustement du goodwill, sauf en cas d'une correction d'erreur selon IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.



## **Immobilisations incorporelles (hors goodwill)**

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles acquises se composent principalement de logiciels, technologies et de relations clients amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre un an et trois ans pour les logiciels et comprise entre 3 et 9 ans pour les technologies et relations clients. Les immobilisations incorporelles sont revues dès lors qu'un événement ou un changement de contexte comme (non limitatif) une chute significative du chiffre d'affaires, des résultats ou des flux de trésorerie ou encore une évolution négative du contexte dans lequel se déroule l'activité indique qu'un actif pourrait avoir subi une perte de valeur.

Dans le cadre de la mise en place de logiciels spécifiquement adaptés aux besoins de l'entreprise les dépenses relatives à leur phase de développement sont capitalisées. La capitalisation de ces coûts démarre une fois la phase préliminaire de conception terminée, et s'achève lorsque la solution est prête à être mise en service. Pour identifier les différentes phases du projet, des analyses ont été menées afin notamment de mesurer la faisabilité technique, la disponibilité des ressources, l'intention d'exploiter la solution et les avantages économiques futurs qui pourront en être retirés. A compter de la mise en service de la solution, les dépenses capitalisées sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée entre 3 et 5 ans.

Tous les autres coûts de développement, principalement des coûts de personnel, sont comptabilisés en charges, la Direction du Groupe considérant que la faisabilité technique n'est atteinte que peu de temps avant la commercialisation des services. En conséquence, les coûts de développement encourus entre l'établissement de la faisabilité technique et la commercialisation des services n'étant pas significatifs ils sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

## **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, comme indiqué ci-dessous :

- Serveurs..... 5 ans selon la durée de la garantie
- Matériel et mobilier de bureau, matériel informatique ..... 3 à 5 ans

Les agencements sont amortis sur leur durée d'utilité ou sur la durée du bail si cette dernière est plus courte.

Le profit (ou la perte) résultant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles correspond à la différence entre le prix de cession et la valeur nette comptable de l'actif cédé. Les valeurs résiduelles ainsi que les durées d'utilité sont révisées et, le cas échéant ajustées, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

## Dépréciation d'actif

### Goodwill, actif incorporel et corporel

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, dès lors qu'un événement ou un changement dans les conditions de marché présente un risque de perte de valeur pour une immobilisation incorporelle ou corporelle, sa valeur comptable est revue afin de s'assurer qu'elle reste inférieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est mesurée en actualisant les flux de trésorerie futurs devant être générés par l'utilisation continue de l'actif et par sa sortie in fine. Le Goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice, sachant que le Groupe a affecté le Goodwill à une seule unité génératrice de trésorerie. La Société effectue ce test en date du 31 décembre.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur correspondant à la différence entre ces deux valeurs est immédiatement comptabilisée en résultat net. Une perte de valeur comptabilisée pour une immobilisation corporelle ou incorporelle ayant une durée d'utilité déterminée peut être reprise si la valeur recouvrable devient à nouveau supérieure à la valeur comptable. La reprise ne peut toutefois excéder la perte de valeur comptabilisée initialement.

Aux 31 décembre 2020, 2019 ou 2018, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie dépassait la valeur comptable de cette dernière.

### Contrats de location

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 16, lors de la conclusion d'un contrat de location, le Groupe enregistre un passif au bilan correspondant aux paiements futurs actualisés de la part fixe des loyers, en contrepartie de droits d'utilisation à l'actif amortis sur la durée du contrat.

Les bureaux et les serveurs sont loués dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. Ces baux comprennent généralement des périodes de location gratuites, des périodes d'indexation des loyers, des options de renouvellement et / ou de résiliation anticipée et peuvent également inclure d'autres avantages incitatifs. Les locations de bureaux et de serveurs peuvent contenir des éléments non liés à la location tels que la maintenance, les coûts d'électricité et d'autres coûts variables. Les éléments ne faisant pas partie des composantes de contrats de location sont comptabilisés séparément.

Les passifs de contrat de location simple sont comptabilisés en fonction de la valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location sur la durée du contrat de location à la date d'entrée en vigueur. Les options ont été incluses dans le calcul des lors qu'il a été déterminé par le Groupe qu'il est raisonnablement certain que l'option sera exercée. Les passifs de location ou les droits d'utilisation pour les baux d'une durée inférieure ou égale à 12 mois et / ou de faible valeur ne sont pas comptabilisés.

## **Actifs et passifs financiers, hors instruments financiers dérivés**

Les actifs financiers, à l'exclusion de la trésorerie, sont constitués de prêts et créances. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, excepté les actifs dont l'échéance expire plus de douze mois après la date de clôture.

Les prêts sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La valeur recouvrable des prêts et créances est examinée dès lors qu'il existe une quelconque indication que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur, et au moins à chaque clôture. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement reconnue dans l'état consolidé du résultat net.

Le Groupe procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. De plus, la Direction, effectue des estimations du risque de crédit pour les pertes sur créances irrécouvrables en se basant sur des facteurs tel que les antécédents de recouvrement, les conditions de crédit, la maturité des créances, les dépréciations, l'environnement économique actuel ainsi que toutes prévisions économiques futures et raisonnables.

Une échéance est considérée comme dépassée lorsqu'à la date fixée contractuellement le paiement n'a toujours pas été effectué.

Les résultats futurs du Groupe pourraient être grevés si la solvabilité de ses clients venait à se détériorer ou encore si les défauts de paiement réels s'avéraient supérieurs aux estimations. Les dépréciations de créances clients sont incluses dans le poste « Frais marketing et commerciaux » de l'état consolidé du résultat net. Le Groupe ne demande généralement pas de garantie particulière à ses clients en vue de limiter son risque de crédit.

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

## **Instruments financiers dérivés**

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés (options d'achat et de vente, achats et ventes à terme) afin de gérer et réduire son exposition aux risques de fluctuations des cours de change. Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan. Selon IAS 39, la mise en place d'une comptabilité de couverture requiert de démontrer et de documenter l'efficacité de la relation de la couverture dès sa mise en place et tout au long de sa vie. Les instruments financiers dérivés non qualifiés d'instruments de couverture sont utilisés pour couvrir les transactions intragroupes et d'autres actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que celle de l'entité. Les gains et pertes ainsi que les frais associés sont enregistrés au résultat financier, avec les pertes et gains de changes des éléments couverts.

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, les instruments financiers sont présentés en 3 catégories selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- *Niveau 1* : juste valeur calculée à partir de cours/prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques ;
- *Niveau 2* : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables tels que des prix d'actifs ou de passifs similaires ou des paramètres cotés sur un marché actif ;
- *Niveau 3* : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des données non observables telles que des prix sur un marché inactif ou la valorisation sur la base de multiples pour les titres non cotés.

## **Trésorerie et équivalents de trésorerie et investissements financiers**

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires. Les équivalents de trésorerie incluent les placements à court-terme très liquides et qui présentent un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

Les comptes à terme répondent ainsi à la définition des équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont constatées dans l'état consolidé du résultat net.

Le Groupe détient des investissements financiers composés de dépôts à terme, ne répondant pas à la classification de trésorerie et équivalents de trésorerie, enregistrés en actif non courant. Ces investissements sont comptabilisés à leur coût amorti en fonction de l'intention du Groupe de percevoir les flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement au remboursement du principal et des intérêts. Les intérêts perçus sont enregistrés en produit financier.

## Avantages du personnel

Selon la législation et les pratiques en vigueur dans les pays où la Société exerce son activité, les salariés peuvent percevoir des indemnités au moment de leur départ en retraite ou encore des pensions postérieurement à leur départ. Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles deviennent exigibles, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Conformément à la norme IAS 19, l'obligation du Groupe au titre des régimes à prestations définies est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. L'obligation finale est ensuite actualisée.

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul de l'obligation sont :

- le taux d'actualisation ;
- le taux attendu(s) d'augmentation des salaires ; et
- le taux de rotation du personnel.

Les coûts des services sont comptabilisés en résultat net et alloués par fonction.

Les coûts financiers sont comptabilisés en résultat net et sont inclus dans la rubrique « Résultat financier » de l'état consolidé du résultat net.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels proviennent des changements d'hypothèses actuarielles ou des ajustements liés à l'expérience (les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit).

## Provisions

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, le Groupe comptabilise des provisions uniquement si les trois conditions suivantes sont remplies :

- une entité a une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers un tiers résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- et le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

La détermination de l'exposition au risque, la comptabilisation et l'évaluation des provisions concernant les litiges et contentieux en cours font appel à une part importante de jugement et d'estimations. Ces jugements et estimations sont par nature sujets au changement notamment si de nouvelles informations ou de nouveaux éléments d'appréciation devenaient disponibles.

## Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe commercialise des services publicitaires en ligne directement auprès de ses clients ou auprès d'agences publicitaires. Les services publicitaires commercialisés consistent en l'affichage de bannières personnalisées au niveau d'un produit. Historiquement, le chiffre d'affaire est généré dès lors qu'un utilisateur clique sur une bannière. Les campagnes publicitaires sont valorisées selon le modèle du coût par clic (« CPC »), basé sur le nombre de clics générés par les utilisateurs sur chaque bannière publicitaire. Récemment, l'offre de services du Groupe a été étendue pour répondre à un éventail plus large d'objectifs marketing des clients incluant une combinaison de coût par installation et de coût par impression pour une sélection de services, en complément du coût par clic.

L'offre de service du Groupe inclue deux familles de solutions pour les clients:

- Criteo Marketing Solutions, permet aux marques et aux entreprises de e-commerce d'adresser plusieurs objectifs marketing en engageant leurs clients à travers des publicités sur internet, mobile ou en magasins.
- Criteo Retail Media, permet aux revendeurs de générer du chiffre d'affaires pour les marques, et/ou de dynamiser leurs propres ventes, en monétisant leurs données et audiences à travers des publicités digitales personnalisées leur appartenant ou sur l'open internet, tout en leur permettant d'adresser plusieurs objectifs marketing.

Le Groupe propose désormais plusieurs méthodes de valorisation qui incluent le coût augmenté d'une marge en plus des modèles au coût par clic, au coût par installation et au coût par impressions.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les services ont été transférés aux clients ou aux agences publicitaires, pour un montant qui reflète la rémunération attendue en échange des services rendus.

Pour les campagnes valorisées au coût par clic ou au coût par installation, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque l'utilisateur clique sur une bannière personnalisée et affichée par le Groupe ou installe une application. Pour les campagnes valorisées au coût par impression, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que la bannière personnalisée est affichée à l'utilisateur. Pour les campagnes intégrant une composante tarifaire fixe, le chiffre d'affaires est comptabilisé au prorata, en fonction de la réalisation des prestations prévues au contrat.

Le Groupe intervient principalement en qualité de principal puisqu'il (1) contrôle l'inventaire publicitaire (espace sur les sites internet) avant transfert aux clients ; (2) est le seul responsable de la réalisation de l'engagement publicitaire et des risques d'inventaires ; (3) détermine librement les prix de vente. Basé notamment sur ces éléments, le chiffre d'affaires est comptabilisé sur une base brute.

## Mesures de simplification

La valeur des obligations de performance non satisfaites n'est pas communiquée pour (i) les contrats ayant initialement une durée inférieure ou égale à un an et (ii) pour les contrats pour lesquels le chiffre d'affaires est reconnu au montant pour lequel le Groupe a le droit de facturer pour les services rendus.

En règle générale, une charge pour les commissions de vente est constatée dès leur réalisation car la durée d'amortissement pourrait être inférieure ou égale à un an. Ces charges sont comptabilisées en frais Marketing et Commerciaux.

## **Coût des ventes**

Le coût des ventes est composé du coût d'achat des impressions et des autres coûts des ventes.

**Coût d'achat des impressions.** Il s'agit principalement des achats d'impressions effectués auprès des éditeurs sur une base CPM (Coût Par « Mille »). Les achats d'impressions se font directement auprès des éditeurs ou auprès d'intermédiaires comme les sociétés d'*Ad-exchanges*. Les coûts d'achat des impressions sont reconnus en coût des ventes, pour chaque éditeur, dès que les impressions sont délivrées. Les dettes relatives aux éditeurs sont comprises dans la rubrique "Fournisseurs et comptes rattachés" de l'état consolidé de la situation financière.

**Autres coûts des ventes.** Les autres coûts des ventes sont constitués des coûts d'hébergement, de la location, de l'amortissement des datacenters ainsi que du coût d'acquisition de données achetées auprès de tiers et les taxes sur les services numériques .

Pour Criteo Retail Media, le Groupe rétrocède aux revendeurs une quote-part du chiffre d'affaires généré par les clics sur les bannières publicitaires présentant les produits de grandes marques de consommation affichées par les sites e-commerce partenaires.

## **Accords de paiement fondé sur des actions**

Les actions gratuites, options de souscription d'action et les bons de souscription d'action sont exclusivement attribuées aux employés ou aux administrateurs du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, ces attributions d'instruments de capitaux propres sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée à partir du modèle d'évaluation le plus approprié en fonction des caractéristiques de chaque plan.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution est comptabilisée en charges de personnel (et allouée par fonction dans l'état consolidé du résultat net) en mode linéaire sur chacun des jalons composant la période d'acquisition des droits, avec en contrepartie, une augmentation correspondante dans les capitaux propres.

A chaque date de clôture, le Groupe réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, l'impact d'une révision de l'estimation est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

## Impôts sur le résultat

Le Groupe a choisi de comptabiliser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« C.V.A.E ») en « impôts sur les résultats », conformément à la norme IAS 11 - *Impôts sur les bénéfices*.

Le *Crédit d'Impôt Recherche* (« CIR ») est une incitation fiscale française destinée à renforcer les investissements en matière de recherche et développement (« R&D »). Le CIR est généralement déduit de l'impôt sur le résultat à payer, et le cas échéant, la fraction qui n'a pu être imputée à l'issue de trois exercices fiscaux est remboursée. Le CIR est calculé sur la base du volume de dépenses de R&D éligibles et déclarées. En conséquence, le crédit d'Impôt Recherche est présenté en déduction des « Frais de recherche et développement » de l'état consolidé du résultat net. Seules les dépenses de R&D effectuées en France ont été retenues dans le volume de dépenses déclarées au titre du CIR.

Le crédit d'impôt recherche américain est une incitation fiscale pour promouvoir les activités de recherche et de développement aux Etats-Unis. Les dépenses de recherche et de développement éligibles génèrent un crédit d'impôt pouvant être déduit des futurs résultats taxables après imputation des déficits reportables et des crédits d'impôt étrangers. Il n'est pas remboursable et dès lors comptabilisé en « impôts sur les résultats », conformément à la norme IAS 12- *Impôts sur les bénéfices*. Seules les dépenses de R&D effectuées aux Etats-Unis ont été retenues dans la détermination du crédit d'impôt américain.

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes, ainsi que sur les pertes fiscales. Les différences sont temporaires lorsqu'il est prévu qu'elles s'inversent dans un futur proche. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement dans la mesure où le Groupe estime, au regard des résultats fiscaux prévisionnels attendus sur les trois prochains exercices, qu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, pour y imputer ces différences temporaires déductibles et pertes fiscales reportables.

La détermination des actifs d'impôt différé implique une part importante de jugement et le recours à des estimations de la part de la Direction ; si les résultats fiscaux futurs s'avéraient être sensiblement différents de ceux ayant servi de base à la comptabilisation des actifs d'impôt différé, le montant de ces derniers devra être révisé en conséquence (à la hausse ou à la baisse), entraînant potentiellement un impact significatif sur le résultat net du Groupe.

Conformément à la norme IAS 12 - *Impôts sur les bénéfices*, les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés. Les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont calculés au niveau de chaque entité fiscale incluse dans le périmètre de consolidation.



## Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 - *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de produits et services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différente des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Le principal décideur opérationnel est le Directeur Général (« CEO ») du Groupe. Chaque mois, le CEO examine les données consolidées du chiffre d'affaires, du chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC), et de l'EBITDA ajusté (résultat avant impôts, résultat financier, amortissements, paiements fondés sur des actions, coût des services des régimes à prestations définies, restructuration et les paiements différés ainsi que les honoraires dans le cadre des regroupements d'entreprises) afin de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluer la performance financière.

Le Groupe a conclu de ce qui précède que ses opérations constituent un seul et unique secteur opérationnel.

## Recours à des estimations

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel IFRS. Leur établissement exige que la Direction exerce son jugement, qu'elle ait recours à des estimations et formule des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres critères considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées.

Les principaux domaines exigeant de la Direction qu'elle exerce son jugement et procède à des estimations concernent (1) la reconnaissance du chiffre d'affaires (2) l'évaluation de la valeur recouvrable des créances et la reconnaissance de perte de valeur (3) les crédits d'impôt recherche, (4) l'impôt sur le résultat incluant (i) la comptabilisation d'actifs d'impôt différé en fonction des perspectives de résultats des filiales sur les années futures (ii) l'évaluation de positions d'impôts incertaines relatives aux prix de transfert et (iii) la reconnaissance de position fiscale en fonction de la réforme fiscale dans les pays dans lesquels nous opérons, (5) les hypothèses utilisées dans l'évaluation des actifs et passifs encourus dans le cadre des regroupements d'entreprises (6) l'évaluation et la comptabilisation de goodwill, des immobilisations incorporelles et les contrats de location et (7) l'évaluation des paiements fondés sur des actions.

L'intensité, l'ampleur, la durée et les effets de la pandémie COVID-19 sur les conditions économiques en général ont augmenté le degré d'incertitude relatif à ces estimations en particulier sur l'évaluation de la dépréciation des créances, les hypothèses utilisées dans l'évaluation du goodwill et l'impôt sur le résultat.

## Résultats par action

Conformément à la norme IAS 33 - *Résultat par action*, le résultat de base par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé sur la base des mouvements observés au niveau du capital social.

Par ailleurs, le résultat dilué par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré de toutes les actions potentiellement dilutives non encore émises.

## Note 4 – Faits marquants et événements significatifs

### *Rachats par la Société de ses propres actions*

Le 25 octobre 2018, le Conseil d'administration de Criteo a autorisé un programme de rachats d'actions d'un montant maximal de 80,0 millions de dollars (70,5 millions d'euros) équivalents en American Depositary Share (« ADS ») afin d'être utilisé dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attributions d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition. Les rachats ont été exécutés aux conditions de marché et soumis à la règle SEC 10b5-1. Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2018, la Société a racheté 3,5 millions d'actions propres pour le montant autorisé.

Le 8 février 2019, le Conseil d'administration a constaté la réduction de capital de Criteo S.A. suite à l'annulation de 1,6 millions d'actions propres rachetées dans le cadre du programme de rachats d'actions.

Le 26 juillet 2019, le Conseil d'administration de Criteo a autorisé un second programme de rachats d'actions d'un montant maximal de 80,0 millions de dollars (71,4 millions d'euros) équivalents en American Depositary Share (« ADS ») afin d'être utilisé dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attributions d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition. Les rachats ont été exécutés aux conditions de marché et soumis à la règle SEC 10b5-1. Au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2019, le Groupe a racheté 3,2 millions d'actions propres pour le montant autorisé.

Au 31 décembre 2019, le Groupe dispose de 3,9 millions d'actions propres destinées à être utilisées dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attribution d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition.

Le 23 avril 2020, le Conseil d'administration de Criteo a autorisé un troisième programme de rachat d'actions d'un montant de 30,0 millions de dollars (26,3 million d'euros) équivalents en American Depositary Share (« ADS ») afin d'être utilisé dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attributions d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition. Les rachats ont été exécutés aux conditions de marché et soumis à la règle SEC 10b5-1. Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, le Groupe a racheté 2,1 millions d'actions propres pour le montant autorisé.

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose de 5,6 millions d'actions propres destinées à être utilisées dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attribution d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition.

	Nombre	Montant (en milliers d'euros)
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>3 459 119</b>	<b>69 741</b>
Annulation d'actions propres - Regroupements d'entreprises	(1 594 288)	(31 819)
Actions propres rachetées - Regroupements d'entreprises ou futurs vestings	1 498 709	25 740
Actions propres rachetées - futurs vestings	1 743 223	27 217
Actions propres émises - 2019 vestings	(1 203 090)	(24 328)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>3 903 673</b>	<b>66 551</b>
Actions propres rachetées - futurs vestings	3 358 068	39 208
Actions propres émises - 2020 vestings	(1 472 346)	(25 825)
Actions propres émises - regroupements d'entreprises	(156 859)	(3 562)
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>5 632 536</b>	<b>76 372</b>

### ***Cessation des activités de recherche et de développement à Palo Alto***

Le 7 octobre 2019, le Groupe a annoncé la cessation des activités de recherche et de développement du site de Palo Alto (Etats-Unis). Une charge de restructuration de 0,6 millions (2019 : 0,6 millions d'euros) en "Recherche et Développement" a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat au cours de l'exercice 2020 comprenant des indemnités de personnel. Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé est de 0,2 millions d'euros (2019 : 5,0 millions d'euros).

### ***Rupture du contrat de location à Palo Alto***

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Groupe a mis fin de manière anticipée au contrat de location du site de Palo Alto, ayant initialement une date d'échéance en 2027. Le Groupe a supporté des frais d'intermédiaires et des pénalités de sortie de 4,0 million d'euros. L'impact net de la dépréciation du droit d'utilisation, de la dette locative et des actifs corporels associés est non significatif. Des charges de restructuration ont été comptabilisées pour 1,3 million d'euros en frais de "Recherche et Développement", 0,7 million d'euros en frais "Généraux et Administratifs", 2,0 million d'euros en frais "Marketing et commerciaux".

### ***Nouvelle structure organisationnelle***

Dans le cadre d'une nouvelle structure organisationnelle en adéquation avec sa stratégie commerciale, une charge de restructuration de 2,3 millions d'euros a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat au cours de l'exercice 2020 (2019 : €0,6 million) correspondant principalement à des indemnités de personnel (4,6 millions d'euros) nettes de la reprise de charges d'actions gratuites ou d'options de souscription liée aux instruments de capitaux propres annulés (2,3 millions d'euros). Cette charge de restructuration a été allouée pour 0,1 millions d'euros en "Recherche et Développement", 1,8 millions d'euros en "Frais marketing et commerciaux" et 0,4 millions d'euros en "Frais généraux et administratifs". Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé est de 1,7 millions d'euros (2019 : 0,5 million d'euros).

### ***Évolutions de la politique de financement du Groupe***

Le 24 septembre 2015, une ligne de crédit renouvelable multidevises auprès de BNP Paribas, Crédit Lyonnais (LCL), HSBC France, Natixis et Société Générale, d'un montant de 250,0 millions d'euros (ou d'un montant équivalent en dollars ou dans d'autres devises optionnelles sous conditions) a été contractée pour une durée de cinq ans. Le 4 mai 2020, le Groupe a décidé de réaliser un tirage préventif de 140 millions d'euros. Ce tirage de six mois a été totalement remboursé le 4 novembre 2020. De plus, l'accord a été amendé prolongeant la durée de terme de l'accord pour une année supplémentaire pour 350 millions d'euros jusqu'à Mars 2022 et pour 294 millions d'euros de Mars 2022 à Mars 2023.

### ***Évolutions de la politique d'investissements financiers du Groupe***

En juin 2020, le Groupe a investi 20 millions d'euros dans un placement à durée déterminée de 24 mois à un taux d'intérêt annuel de 0.25%. Cet investissement a été classé en investissement financier en actif non courant car il ne répond pas aux critères de classification en trésorerie et équivalents de trésorerie.

En septembre 2020, le Groupe a investi 20 millions de dollars (16,3 millions d'euros) dans un placement à durée déterminée de 12 mois à un taux d'intérêt annuel de 0.75%. Ce nouvel investissement financier est classé en trésorerie et équivalent de trésorerie.

En décembre 2020, le Groupe a investi respectivement, 5 millions de dollars (4,1 millions d'euros) et 10 millions d'euros dans des placements à durée déterminée de 24 et 15 mois à des taux d'intérêts annuels de 0.60% et 0.50%. Ces investissements ont été classés en investissements financiers en actif non courant car ils ne répondent pas aux critères de classification en trésorerie et équivalents de trésorerie.

## Note 5 – Gestion des risques financiers

### Risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la fin de chaque exercice est représentée par la valeur comptable des actifs financiers et résumée dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Investissements financiers	—	—	34 075
Actifs financiers non courants	17 869	19 358	14 754
Clients et comptes rattachés	413 887	425 640	386 321
Autres créances d'exploitation	66 002	69 139	73 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie	318 276	372 751	397 784
<b>Total</b>	<b>816 034</b>	<b>886 888</b>	<b>906 400</b>

### Créances clients

Un risque de crédit existe si un client ne peut honorer ses engagements dans les délais prévus, alors une perte éventuelle peut survenir. Le Groupe a mis en place un suivi permanent du risque-crédit de ses clients. Lorsqu'une exposition possible au risque est identifiée, le Groupe exige de ses clients le versement d'acomptes.

Pour chaque exercice présenté, la balance âgée des créances clients et les risques de pertes de crédit attendues se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018				31 Décembre, 2019				31 Décembre, 2020			
	Valeur brute	%	Provision	%	Valeur brute	%	Provision	%	Valeur brute	%	Provision	%
Non échues	276 435	63%	(224)	1%	297 763	67%	(2 175)	12%	272 431	65 %	(1 088)	3 %
Echues entres 0 et 30 jours	100 210	23%	(549)	2%	85 721	19%	(1 767)	10%	70 785	17 %	(712)	2 %
Echues entres 31 et 60 jours	18 156	4%	(1 028)	5%	20 035	5%	(180)	1%	24 333	6 %	(141)	— %
Echues entres 61 et 90 jours	8 944	2%	(1 091)	5%	9 286	2%	(178)	1%	7 551	2 %	(46)	— %
Echues depuis plus de 90 jours	32 779	8%	(19 745)	87%	30 300	7%	(13 165)	75%	43 748	10 %	(30 540)	94 %
<b>Total</b>	<b>436 524</b>	<b>100%</b>	<b>(22 637)</b>	<b>100%</b>	<b>443 105</b>	<b>100%</b>	<b>(17 465)</b>	<b>100%</b>	<b>418 848</b>	<b>100 %</b>	<b>(32 527)</b>	<b>100 %</b>

### Trésorerie et équivalents de trésorerie et investissements financiers

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les investissements financiers comprennent exclusivement des placements sécurisés tels que des comptes à termes rémunérés.

## Risque de marché

### Risque de change

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la livre sterling, du dollar américain, du yen japonais ou du real brésilien contre l'euro aurait les impacts suivants dans l'état consolidé du résultat net, incluant les participations ne donnant pas le contrôle :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2018		31 Décembre 2019		31 Décembre 2020	
<b>GBP/EUR</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>
Impact résultat net	(665)	665	(359)	359	115	(115)

  

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2018		31 Décembre 2019		31 Décembre 2020	
<b>USD/EUR</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>
Impact résultat net	(2 906)	2 906	(2 224)	2 224	(3 404)	3 404

  

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2018		31 Décembre 2019		31 Décembre 2020	
<b>JPY/EUR</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>
Impact résultat net	1 190	(1 190)	897	(897)	525	(525)

  

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2018		31 Décembre 2019		31 Décembre 2020	
<b>BRL/EUR</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>	<b>10%</b>	<b>(10)%</b>
Impact résultat net	(545)	545	(81)	81	(40)	40

### Risque de contrepartie

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose d'une trésorerie nette positive. Depuis 2012, le Groupe dispose d'une gestion trésorerie commune (Cash Pooling) pour toutes les entités, ce qui renforce la centralisation de la gestion de la trésorerie. Les décisions en termes d'investissements et de financements sont prises par le service de trésorerie central interne. Le Groupe traite uniquement avec des contreparties bénéficiant de notations élevées. De plus, dans le cadre de la procédure de gestion des risques et des investissements mis en place par le Groupe, notre service de trésorerie central interne s'assure de la répartition équilibrée des investissements, indépendamment de la notation de cette contrepartie.

## Risque de liquidité

Les tableaux suivants résument pour chaque exercice présenté les échéances contractuelles résiduelles de nos passifs financiers et de nos engagements dans le cadre de contrats de location :

31 Décembre 2018					
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	3 063	3 163	938	2 225	—
Dettes location	—	207 098	82 046	101 061	23 991
Fournisseurs et comptes rattachés	371 508	371 508	371 508	—	—
Autres dettes d'exploitation	146 119	146 119	146 119	—	—
<b>Total</b>	<b>520 690</b>	<b>727 888</b>	<b>600 611</b>	<b>103 286</b>	<b>23 991</b>

31 Décembre 2019					
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	3 920	2 828	1 867	961	—
Dettes location	—	147 206	40 876	106 330	—
Fournisseurs et comptes rattachés	347 564	347 564	347 564	—	—
Autres dettes d'exploitation	141 985	141 985	141 985	—	—
<b>Total</b>	<b>493 469</b>	<b>639 583</b>	<b>532 292</b>	<b>107 291</b>	<b>—</b>

31 Décembre 2020					
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	2 669	2 683	2 368	315	—
Dettes location	—	—	40 328	68 011	—
Fournisseurs et comptes rattachés	299 372	299 372	299 372	—	—
Autres dettes d'exploitation	143 250	143 250	143 250	—	—
<b>Total</b>	<b>445 291</b>	<b>445 305</b>	<b>485 318</b>	<b>68 326</b>	<b>—</b>



## Note 6 – Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques

Le Groupe opère dans les trois zones géographiques suivantes :

- Amériques : Amérique du Nord et Amérique du Sud
- EMEA : Europe, Moyen-Orient, Afrique et
- Asie-Pacifique.

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaires consolidé de chaque zone géographique pour chaque exercice présenté. Le chiffre d'affaires par zone géographique est basé selon le pays de réalisation des campagnes des annonceurs.

(En milliers d'euros)	Amériques	EMEA	Asie-Pacifique	Total
31 Décembre 2018	808 865	711 110	428 972	1 948 947
31 Décembre 2019	850 570	720 099	449 446	2 020 115
31 Décembre 2020	784 717	656 593	375 131	1 816 441

Le chiffre d'affaires réalisé en France s'élève à 129,9 millions d'euros, 128,9 millions d'euros et 116,2 millions d'euros pour les exercices présentés respectivement aux 31 décembre 2018, 2019 et 2020.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les autres pays significatifs est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
<b>Amériques</b>			
Etat-Unis	719 399	769 246	715 074
<b>EMEA</b>			
Allemagne	171 901	178 661	161 264
Royaume-Uni	82 841	79 430	81 758
<b>Asie-Pacifique</b>			
Japon	297 701	305 785	263 933

## Autres informations

Pour chaque exercice présenté, les actifs non courants (correspondant à la valeur comptable nette des actifs corporels et incorporels) sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les données géographiques correspondent au pays d'immatriculation des entités juridiques.

(En milliers d'euros)	Holding	Amériques	dont Etats-Unis	EMEA	Asie- Pacifique	dont: Japon	Singapour	Total
31 Décembre 2018	107 762	109 741	95 352	24 365	16 687	10 157	2 613	258 555
31 Décembre 2019	121 612	93 050	89 111	18 102	17 408	8 561	5 314	250 172
31 Décembre 2020	110 434	76 176	75 813	7 128	25 673	16 733	5 707	219 411

## Note 7 – Nature des charges allouées par fonction

### Nature des charges incluses dans le Coût des ventes

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Coût d'achat des impressions	(1 130 574)	(1 174 590)	(1 093 376)
Autres coûts des ventes	(111 602)	(104 697)	(119 359)
- Coût d'hébergement	(46 398)	(30 071)	(31 273)
- Amortissements - contrats de location - serveurs <sup>(1)</sup> et équipements associés	(57 044)	(60 754)	(70 873)
- Achats de données	(240)	(2 151)	(4 348)
- Autres	(7 920)	(11 721)	(12 865)
<b>Total coût des ventes</b>	<b>(1 242 176)</b>	<b>(1 279 287)</b>	<b>(1 212 735)</b>

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019.

### Nature des charges incluses dans les Frais de recherche et développement

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Charges de personnel	(110 693)	(104 334)	(79 288)
- Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions et crédit d'impôt recherche	(101 648)	(110 490)	(85 300)
- Paiements fondés sur des actions	(18 094)	(8 325)	(8 559)
- Crédit Impôt Recherche	9 049	14 481	14 571
Autres charges opérationnelles décaissées	(31 452)	(25 096)	(18 870)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(12 811)	(14 597)	(9 374)
- Loyers et coûts associés	(12 044)	(3 819)	(3 179)
- Honoraires et conseil	(2 812)	(3 944)	(4 188)
- Coût de marketing et publicité	(4 214)	(3 410)	(1 869)
- Autres	429	674	(260)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(9 743)	(24 304)	(16 774)
- Amortissements - contrats de location - bureaux <sup>(1)</sup>	—	(8 879)	(6 381)
- Amortissements - hors contrats de location	(9 027)	(14 746)	(9 418)
- Variation nette des provisions pour risques et charges	(716)	(679)	(975)
<b>Total Frais de recherche et développement</b>	<b>(151 888)</b>	<b>(153 734)</b>	<b>(114 932)</b>

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019.

## Nature des charges incluses dans les Frais marketing et commerciaux

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Charges de personnel	(206 925)	(217 714)	(194 868)
- Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions	(182 664)	(202 633)	(185 854)
- Paiement fondés sur des actions	(24 261)	(15 081)	(9 014)
Autres charges opérationnelles décaissées	(88 930)	(83 644)	(46 784)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(21 770)	(22 022)	(11 684)
- Loyers et coûts associés	(27 469)	(14 941)	(10 879)
- Honoraires et conseil	(4 517)	(6 242)	(8 462)
- Coût de marketing et publicité	(15 133)	(18 583)	(2 528)
- Taxes opérationnelles	(9 977)	(5 535)	(3 746)
- Autres incluant pertes sur créances irrécouvrables	(10 064)	(16 321)	(9 485)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(19 912)	(36 085)	(46 073)
- Amortissements - contrats de location - bureaux <sup>(1)</sup>	—	(17 938)	(14 981)
- Amortissements - hors contrats de location	(15 470)	(22 258)	(14 669)
- Variation nette des provisions pour clients douteux	(4 619)	5 536	(16 882)
- Variation nette des provisions pour risque et charges	177	(1 425)	459
<b>Total Frais marketing et commerciaux</b>	<b>(315 767)</b>	<b>(337 443)</b>	<b>(287 725)</b>

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019.

## Nature des charges incluses dans les Frais généraux et administratifs

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Charges de personnel	(64 660)	(67 720)	(57 868)
- Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions	(50 601)	(54 505)	(50 235)
- Paiement fondés sur des actions	(14 059)	(13 215)	(7 633)
Autres charges opérationnelles décaissées	(41 418)	(40 414)	(36 845)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(14 097)	(13 203)	(8 381)
- Loyers et coûts associés	(9 344)	(4 674)	(4 684)
- Honoraires et conseil	(15 382)	(17 265)	(17 590)
- Coût de marketing et publicité	(899)	(2 796)	(1 441)
- Autres	(1 696)	(2 476)	(4 749)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(8 253)	(16 331)	(7 486)
- Amortissements - contrats de location - bureaux <sup>(1)</sup>	—	(7 169)	(4 822)
- Amortissements - hors contrats de location	(6 187)	(6 432)	(4 217)
- Variation nette des provisions pour risque et charges	(2 066)	(2 730)	1 553
<b>Total Frais généraux et administratifs</b>	<b>(114 331)</b>	<b>(124 465)</b>	<b>(102 199)</b>

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019.

## Note 8 – Ventilation des charges de personnel

### Ventilation des charges de personnel par fonction

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Frais de recherche et développement	(110 693)	(104 334)	(79 288)
Frais marketing et commerciaux	(206 925)	(217 714)	(194 868)
Frais généraux et administratifs	(64 660)	(67 720)	(57 868)
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>(382 278)</b>	<b>(389 768)</b>	<b>(332 024)</b>

### Ventilation des charges de personnel par nature

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Salaires et traitements	(250 920)	(274 104)	(244 397)
Indemnités de licenciement	(5 864)	(11 170)	(4 599)
Charges sociales	(65 450)	(68 415)	(66 172)
Autres charges de personnel	(12 173)	(13 857)	(6 221)
Paiements fondés sur des actions	(56 414)	(36 621)	(25 206)
Participation	(506)	(82)	—
Crédit Impôt Recherche (déduits des frais de Recherche et de Développement)	9 049	14 481	14 571
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>(382 278)</b>	<b>(389 768)</b>	<b>(332 024)</b>

## Note 9 – Paiement fondé sur des actions

### Plans de BSPCE, d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites

Le Conseil d'Administration a été autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires à mettre en œuvre les plans de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) et d'options de souscription d'actions (OSA) suivants :

- Emission de 2 112 000 BSPCE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 octobre 2008, permettant l'attribution d'un maximum de 2 112 000 BSPCE jusqu'au 24 avril 2010 et ci-après dénommée *Plan 1* ;
- Emission de 1 472 800 BSPCE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 16 avril 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 472 800 BSPCE jusqu'au 16 octobre 2010 et ci-après dénommée *Plan 2* ;
- Plan de 1 584 000 OSA, autorisé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 9 septembre 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 584 000 OSA jusqu'au 8 novembre 2012. Ce plan a été amendé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 16 novembre 2010, permettant l'attribution d'un maximum de 2 700 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est ci-après dénommé *Plan 3* ;
- Emission de 361 118 BSPCE, attribués aux cofondateurs lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 23 avril 2010, et ci-après dénommée *Plan 4* ;
- Emission de 2 800 000 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 novembre 2011, permettant l'attribution d'un maximum de 2 800 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé *Plan 5*.
- Emission de 1 654 290 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 14 septembre 2012, permettant l'attribution d'un maximum de 1 654 290 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé *Plan 6*.
- Emission de 6 627 237 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 2 août 2013, permettant l'attribution d'un maximum de 6 627 237 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé *Plan 7*.
- Emission de 9 935 710 OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 juin 2014, permettant l'attribution d'un maximum de 9 935 710 OSA. Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Tout action gratuite sera déduite du plafond total de 9 935 710 actions. Ce Plan est dénommé *Plan 8*.
- Emission de 4 600 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 29 juin 2016 et de 100 000 BSA (à déduire de la limite de 4 600 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan 9*.

- Emission de 4 600 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 28 juin 2017 et de 120 000 BSA (à déduire de la limite de 4 600 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan 10*.
- Emission de 4 200 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 27 juin 2018 et de 150 000 BSA (à déduire de la limite de 4 200 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan 11*.
- Emission de 6 200 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2019 et de 175 000 BSA (à déduire de la limite de 6 200 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan 12*.
- Emission de 6 463 00 OSA ou d'actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2020. Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan 13*

Lors de l'exercice de BSPCE et d'OSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires nouvellement émises de la Société-mère. Lors de l'acquisition des actions gratuites, le Groupe remet également des actions ordinaires nouvellement émises de la Société-mère sauf pour les plans entrant dans le cadre des programmes de rachats d'actions (note 4).

Les bénéficiaires peuvent exercer leurs BSPCE ou leurs OSA sur la base du calendrier d'acquisition suivant pour les Plans 1, 2 et 3 :

- jusqu'à un tiers (1/3) des BSPCE à compter de la première date anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Pour le Plan 3 amendé au Plan 13, le calendrier est le suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à la fin de chaque trimestre écoulé suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Les attributions d'actions gratuites sont soumises au calendrier suivant : 50% des actions seront acquis à l'issue d'une période de deux ans et 6,25% à la fin de de chaque trimestre suivant la première période de deux ans, et ce pendant vingt-quatre (24) mois.

Lorsque l'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement. Depuis la cotation de l'action de la Société-mère en octobre 2013, les prix d'exercice sont déterminés par référence au cours de clôture de bourse la veille de la date d'attribution, en respectant une valeur minimale égale à 95% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse.



## Détails des plans de BSPCE / OSA / Actions gratuites

	Plans 1&2	Plan 3	Plan 5	Plan 6	Plan 7	Plan 8	Plan 9	Plan 10	Plan 11	Plan 12	Plan 13						
Dates d'attribution (CA)	Oct 24, 2008 - Sept 14, 2010	Sept 9, 2009 - Sept 21, 2011	Nov 18, 2011 - Mai 22, 2012	Oct 25, 2012	Oct 25, 2012 - Avril 18, 2013	Sept 3, 2013 - Avril 23, 2014	Juillet 30, 2014 - Juin 28, 2016	Juillet 28, 2016 - Juin 27, 2017	Juillet 27, 2017 - Juin 26, 2018	Juillet 26, 2018 - Juin 25, 2019	Juillet 25, 2019 - Juin 24, 2020	Juin 25, 2020 - Décembre 15, 2020					
Durée d'acquisition des droits	3 ans	3 - 4 ans	4 ans	1 an	4-5 ans	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans					
Durée de vie contractuelle	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	—	10 ans	—	10 ans	—					
Durée de vie attendue	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	6 - 8 ans	6 ans	—	6 ans	—	6 ans	—					
Nombre octroyé	1 819 120	4 289 940	1 184 747	257 688	1 065 520	2 317 374	4 318 551	2 534 262	502 410	2 556 315	947 565	2 150 498	128 380	2 712 014	515 980	3 733 588	858 467
Type : Stock Option (S.O.) / BSPCE / Actions gratuites (RSU)	BSPCE	BSPCE & OSA	BSPCE & OSA	BSPCE	BSPCE & OSA	BSPCE & OSA	OSA	RSU	OSA	RSU	OSA	RSU	OSA	RSU	OSA	RSU	RSU
Parité Instrument / Action	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Prix d'exercice	€ 0,45 - € 2,10	€ 0,20 - € 5,95	€ 5,95	€ 8,28	€ 8,28 - € 10,43	€ 12,08 - € 38,81	€ 22,95 - € 47,47	—	€ 38,20 - € 43,45	—	€ 24,63 - € 28,69	—	€ 15,86 - € 18,72	—	€ 8,66 - € 15,67	—	—
Méthode d'évaluation utilisée	Black & Scholes																
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	€ 0,20 - € 0,70	€ 0,20 - € 4,98	€ 4,98	€ 6,43	€ 5,45 - € 6,43	€ 12,08 - € 38,81	€ 22,50 - € 47,47	€ 35,18 - € 35,58	€ 38,20 - € 43,45	€ 33,98 - € 49,08	€ 24,63 - € 28,69	€ 22,92 - € 44,37	€ 15,86 - € 17,98	€ 24,92 - € 44,37	€ 8,66 - € 15,67	€ 3,29-€17,44	€ 10,79-€15,57
Volatilité attendue (1)	53,0% - 55,7%	55,2% - 57,8%	52,1% - 52,9%	50,2%	49,6% - 50,2%	44,2% - 50,1%	39,4% - 44,5%	—	40,6% - 41,3%	—	41,0% - 41,3%	—	40,7%-41,2%	—	39,2%-39,9%	—	—
Taux d'actualisation (2)	2,74% - 4,10%	2,62% - 3,76%	2,79% - 3,53%	2,2%	1,80% - 2,27%	1,20% - 2,40%	0,00% - 0,71%	—	—	—	0,60% - 0,70%	—	0,1%-0,9%	—	0,0%-0,25%	—	—
Conditions de performance	Non	Oui (A)	Non	Oui (B)	Non	Non	Non	Oui (C)	Non	Oui (D)	Non	Non	Non	Oui (E)	Non	Oui (F)(G)	Oui (G)
Juste valeur de l'instrument	€ 0,08 - € 0,45	€ 0,08 - € 2,88	€ 2,75 - € 2,85	€ 3,28	€ 3,28 - € 5,83	€ 6,85 - € 16,90	€ 9,47 - € 17,97	€ 26,16 - € 37,10	€ 14,49 - € 16,82	€ 33,98 - € 49,08	€ 9,85 - € 11,40	€ 22,92 - € 44,37	€ 6,15 - € 6,94	€ 15,86 - € 30,80	€ 3,29-€5,78	€ 8,66-€17,44	€ 10,79-€15,57

(1) Basé sur la volatilité historique d'entités comparables

(2) Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) - OAT TEC10

(A) 180 000 options de souscription d'actions attribuées le 7 avril 2011 ont été soumises à des conditions de performance basées sur les objectifs de chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions respectées en 2012.

(B) Les conditions d'exercice de 257 688 BSPCE attribués aux cofondateurs de ces BSPCE sont liées à la survenance d'un événement de liquidité ou d'un transfert de contrôle du Groupe. Le nombre d'options pouvant être exercées est déterminé par la date de l'événement qui ne peut être postérieure au 31 mars 2014. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2012, nous avons déterminé que la charge correspondante sera reconnue sur une période d'un an. L'hypothèse retenue a été confirmée sur 2013.

(C) Le 29 octobre 2015 et le 29 janvier 2016, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué respectivement 337 960 et 33 010 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la direction générale, soumises à la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2016, nous avons déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs. Les hypothèses retenues ont été confirmées sur 2016.

(D) Le 28 juillet 2016 et le 27 juin 2017, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué respectivement 195 250 et 135 500 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la direction générale, soumises à la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2016 et 2017, nous avons déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs. Les hypothèses retenues ont été confirmées sur 2017 et 2018.

(E) Le 26 juillet 2018, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 203 332 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la direction générale, soumises à la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2018, nous avons déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs.

(F) Le 25 avril 2019, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 257 291 actions gratuites aux membres de la direction, sous réserve de l'atteinte d'objectifs de performance internes et de condition de présence. Sur la base des hypothèses connues au 31 décembre 2019, nous avons déterminé la charge de rémunération à base d'actions en appliquant un ratio de probabilité sur la réalisation des objectifs de performance.

(G) Le 3 mars 2020, le 23 octobre 2020 et le 9 décembre 2020, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 272 600 actions gratuites aux membres de la direction, sous réserve de l'atteinte d'objectifs de performance internes et de condition de présence. Sur la base des hypothèses connues au 31 décembre 2020, nous avons déterminé la charge de rémunération à base d'actions en appliquant un ratio de probabilité sur la réalisation des objectifs de performance.

## Évolution du nombre de BSPCE / OSA / Actions gratuites en circulation

	BSPCE/OSA	RSUs	Total
<b>Solde au 1er Janvier, 2018</b>	<b>3 192 708</b>	<b>4 212 508</b>	<b>7 405 216</b>
Attribué	1 013 065	3 133 644	4 146 709
Exercé	(137 348)	N/A	(137 348)
Vesté	—	(1 362 873)	(1 362 873)
Annulé	(880 960)	(1 203 142)	(2 084 102)
Expiré	—	—	—
<b>Solde au 31 décembre, 2018</b>	<b>3 187 465</b>	<b>4 780 137</b>	<b>7 967 602</b>
Attribué	438 347	3 147 751	3 586 098
Exercé	(83 266)	—	(83 266)
Vesté	—	(1 219 112)	(1 219 112)
Annulé	(983 012)	(1 729 789)	(2 712 801)
Expiré	—	—	—
<b>Solde au 31 décembre, 2019</b>	<b>2 559 534</b>	<b>4 978 987</b>	<b>7 538 521</b>
Attribué	140 513	2 684 402	2 824 915
Exercé	(223 934)	—	(223 934)
Vesté	—	(1 478 894)	(1 478 894)
Annulé	(370 355)	(1 230 404)	(1 600 759)
Expiré	(3 600)	—	(3 600)
<b>Solde au 31 décembre, 2020</b>	<b>2 102 158</b>	<b>4 954 091</b>	<b>7 056 249</b>

## Répartition du solde de clôture

	Plans 1&2	Plan 3	Plan 5	Plan 6	Plan 7	Plan 8	Plan 9	Plan 10	Plan 11	Plan 12	Actions gratuites	Total
<b>Au 31 décembre 2018</b>												
Nombre d'instruments en circulation	3 600	67 751	242 613	41 338	306 172	1 599 033	328 726	532 732	65 500	—	4 780 137	7 967 602
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 0,70	€ 4,43	€ 5,95	€ 9,26	€ 17,95	€ 30,99	€ 41,75	€ 25,79	€ 18,72	—	—	€ 26,94
Nombre d'instruments exerçables	3 600	67 751	242 613	41 338	306 172	1 417 904	161 658	—	—	—	—	2 241 036
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 0,70	€ 4,43	€ 5,95	€ 9,26	€ 17,95	€ 30,04	€ 41,37	—	—	—	—	€ 25,39
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	1,2 ans	2,4 ans	3,3 ans	4,0 ans	4,9 ans	6,2 ans	8,2 ans	9,3 ans	9,8 ans	—	—	6,7 ans
<b>Au 31 décembre 2019</b>												
Nombre d'instruments en circulation	3 600	63 544	230 673	26 350	216 157	1 080 017	116 580	318 766	128 380	375 467	4 978 987	7 538 521
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 0,70	€ 4,37	€ 5,95	€ 9,28	€ 17,70	€ 29,69	€ 41,50	€ 26,58	€ 17,32	15,67	—	€ 23,09
Nombre d'instruments exerçables	3 600	63 544	230 673	26 350	216 157	1 066 670	80 966	129 908	16 375	—	—	1 834 243
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 0,70	€ 4,37	€ 5,95	€ 9,28	€ 17,70	€ 29,58	€ 41,17	26,42	—	—	—	€ 24,12
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	0,2 ans	1,4 ans	2,3 ans	3,0 ans	3,9 ans	5,1 ans	7,1 ans	8,3 ans	9,1 ans	9,9 ans	—	6,2 ans
<b>Au 31 décembre 2020</b>												
Nombre d'instruments en circulation	—	42 644	101 852	20 870	104 131	921 534	97 013	169 754	128 380	515 980	4 954 091	7 056 249
Prix d'exercice moyen pondéré	€ —	€ 5,31	€ 5,95	€ 9,36	€ 20,05	€ 29,82	€ 41,18	€ 26,46	€ 17,32	€ 13,76	—	€ 26,81
Nombre d'instruments exerçables	—	42 644	101 852	20 870	104 131	921 534	97 013	169 754	56 330	93 867	—	1 607 995
Prix d'exercice moyen pondéré	€ —	€ 5,31	€ 5,95	€ 9,36	€ 20,05	€ 29,82	€ 41,18	€ 26,46	€ 17,32	—	—	€ 24,87
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	—	0,5 ans	1,3 ans	2,1 ans	2,9 ans	4,2 ans	6,1 ans	7,3 ans	8,1 ans	9,0 ans	—	5,8 ans

## Bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel

En plus de l'attribution d'actions gratuites, d'options de souscription d'actions et de BSPCE, les actionnaires de la Société-mère ont également autorisé l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel, comme indiqué ci-après.

Les bénéficiaires peuvent exercer leurs BSA sur la base du calendrier d'acquisition suivant :

- Plan A : jusqu'à un huitième (1/8) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant des vingt-quatre (24) mois à compter de cette date et au plus tard dans les dix (10) ans à compter la date d'attribution.
- Plan B : jusqu'à un tiers (1/3) des BSA à partir du premier anniversaire de la date d'attribution ; puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- Plan C : jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- Plan D (membre de l'Advisory Board) : jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant la date d'attribution, et ce au pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- Plan D (non membre de l'Advisory Board) : un tiers (1/3) à la date d'attribution, un tiers (1/3) au premier anniversaire de la date d'attribution, un tiers (1/3) au deuxième anniversaire de la date d'attribution, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- Pour les Plans E, F, G, H et I : jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution, puis, jusqu'à un seizième (1/16) à la fin de chaque trimestre écoulé suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lors de l'exercice de BSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Société-mère nouvellement émises.

Lorsque l'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement. Depuis la cotation de l'action de la Société-mère en octobre 2013, les prix d'exercice sont déterminés par référence au cours de clôture de bourse la veille de la date d'attribution, en respectant la moyenne des 20 derniers cours de bourse.

## Détails des plans de BSA non destinés à des membres du personnel

	Plan A	Plan B	Plan C	Plan D	Plan E	Plan F	Plan G	Plan H	Plan I
Dates d'attribution (CA)	Nov 17, 2009	Mars 11, 2010	Nov 16, 2010 - Sept 21, 2011	Oct 25, 2012 - Mars 6, 2013	Mars 19, 2015 - Oct 29, 2015	Avril 20, 2016 - Mars 1, 2017	Juillet 27, 2017 - Oct 26, 2017	Octobre 25, 2018	Octobre, 24, 2019
Durée d'acquisition des droits	2 ans	3 ans	2 ans	2 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans
Durée de vie contractuelle	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans
Durée de vie attendue	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans
Nombre octroyé	231 792	277 200	192 000	125 784	38 070	59 480	46 465	125 000	105 680
Parité BSA / Action	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Prix de souscription du BSA	€ 0,02	€ 0,07 - € 0,11	€ 0,04 - € 0,30	€ 0,43 - € 0,48	€ 9,98 - € 16,82	€ 13,89 - € 17,44	€ 13,88 - € 17,55	€ 6,91	€ 6,81
Prix d'exercice	€ 0,70	€ 0,70	€ 0,70 - € 5,95	€ 8,28 - € 9,65	€ 35,18 - € 41,02	€ 33,98 - € 43,42	€ 35,80 - € 44,37	€ 19,71	€ 17,44
Conditions de performance	Non	Oui(A)	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Méthode d'évaluation utilisée	Méthode Binomiale								
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	€ 0,20	€ 0,70	€ 0,70 - € 4,98	€ 6,43 - € 9,65	€ 35,18 - € 41,02	€ 33,98 - € 44,33	€ 35,80 - € 44,37	€ 19,71	€ 17,44
Volatilité attendue <sup>(1)</sup>	55,7%	55,2%	53,5% - 55,0%	50,0% - 50,2%	39,9%	40,6% - 40,9%	41,0% - 41,3%	40,7%	37,2 %
Taux d'actualisation <sup>(2)</sup>	3,58%	3,44%	2,62% - 3,38%	2,13% - 2,27%	0,00% - 0,52%	0,10% - 0,66%	0,54% - 0,60%	0,6%	(0,2)%
Juste valeur de l'instrument	€ 0,05	€ 0,33 - € 0,38	€ 0,40 - € 2,58	€ 2,85 - € 4,98	€ 9,98 - € 16,82	€ 13,89 - € 14,55	€ 13,88 - € 17,55	€ 6,91	€ 6,81

(1) Basé sur la volatilité historique d'entités comparables

(2) Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) - OAT TEC10

(A) Toutes les conditions de performance associées au Plan B ont été satisfaites au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010

## Évolution du nombre de BSA non destinés à des membres du personnel

	BSA
<b>Solde au 1 Janvier, 2018</b>	<b>186 276</b>
Attribué	125 000
Exercé	—
Annulé	(19 606)
Expiré	—
<b>Solde au 31 Décembre, 2018</b>	<b>291 670</b>
Attribué	105 680
Exercé	—
Annulé	(33 583)
Expiré	—
<b>Solde au 31 Décembre, 2019</b>	<b>363 767</b>
Attribué	—
Exercé	(7 250)
Annulé	(12 742)
Expiré	—
<b>Solde au 31 Décembre, 2020</b>	<b>343 775</b>

## Répartition du solde de clôture

	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Nombre d'instruments en circulation	363 767	343 775
Prix d'exercice moyen pondéré	€14,83	€15,12
Nombre d'instruments exerçables	156 604	205 890
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 17,52	17,33
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	7,6 ans	6,8 ans

## Rapprochement avec l'état consolidé du résultat net

(En milliers d'euros)	31 décembre 2018				31 décembre 2019				31 décembre 2020			
	R&D	M&C	G&A	Total	R&D	M&C	G&A	Total	R&D	M&C	G&A	Total
Actions gratuites	(17 366)	(22 894)	(10 318)	(50 578)	(8 701)	(15 437)	(9 923)	(34 061)	(8 559)	(8 664)	(5 803)	(23 026)
Stock options / BSPCE	(728)	(1 367)	(2 486)	(4 581)	376	356	(2 054)	(1 322)	—	(350)	(368)	(718)
Plan 7	(2)	1	—	(1)	—	—	—	—	—	—	—	—
Plan 8	143	(468)	(417)	(742)	117	81	(167)	31	—	—	(17)	(17)
Plan 9	(419)	(391)	(763)	(1 573)	180	231	(281)	130	—	—	203	203
Plan 10	(450)	(509)	(1 306)	(2 265)	79	159	(1 299)	(1 061)	—	—	767	767
Plan 11	—	—	—	—	—	(115)	(240)	(355)	—	(167)	(104)	(271)
Plan 12	—	—	—	—	—	—	(67)	(67)	—	(183)	(1 217)	(1 400)
BSA	—	—	(1 255)	(1 255)	—	—	(1 238)	(1 238)	—	—	(1 462)	(1 462)
Plan E, F, G and H	—	—	(1 255)	(1 255)	—	—	(1 238)	(1 238)	—	—	(1 462)	(1 462)
<b>Total</b>	<b>(18 094)</b>	<b>(24 261)</b>	<b>(14 059)</b>	<b>(56 414)</b>	<b>(8 325)</b>	<b>(15 081)</b>	<b>(13 215)</b>	<b>(36 621)</b>	<b>(8 559)</b>	<b>(9 014)</b>	<b>(7 633)</b>	<b>(25 206)</b>

**R&D** : Frais de Recherche & Développement

**M&C** : Frais Marketing et Commerciaux

**G&A** : Frais Généraux & Administratifs

## Note 10 – Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Produits des Placement Trésorerie	893	1 365	979
Intérêts et commissions	(1 784)	(2 126)	(2 463)
- Intérêts sur endettement	(1 521)	(1 567)	(2 086)
- Commissions	(263)	(559)	(377)
Intérêts sur dettes locatives <sup>(1)</sup>	—	(4 207)	(2 524)
Perte de change	(3 340)	(3 997)	(343)
Autres produits et charges financiers	(74)	(423)	(83)
<b>Total produits et charges financiers</b>	<b>(4 305)</b>	<b>(9 388)</b>	<b>(4 434)</b>

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019.

Au 31 décembre 2020, le résultat financier est une perte s'élevant à 4,4 millions d'euros résultant principalement i) des intérêts sur dettes locatives, ii) de la charge financière relative au tirage de 140 millions d'euros de mai 2020 à novembre 2020, l'amortissement des frais initiaux et des commissions de non-utilisation dans le cadre de notre ligne de crédit renouvelable, partiellement compensés par les revenus des placements en trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 31 décembre 2020, les principales positions supportant un risque de change sont centralisées et couvertes au niveau de la société-mère.

Au 31 décembre 2019, le résultat financier est une perte s'élevant à 9,4 millions d'euros résultant principalement i) des intérêts sur dettes locatives suite à l'application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019, ii) des commissions de non-utilisation de la ligne de crédit renouvelable multidevises et iii), l'impact négatif des réévaluations net des couvertures associées .

Au 31 décembre 2018, le résultat financier était une perte s'élevant à 4,3 millions d'euros résultant principalement i) des commissions de non-utilisation de la ligne de crédit renouvelable multidevises amendée en 2017 et ii) de l'impact limité des opérations de couverture sur les positions intragroupes entre Criteo SA et ses filiales américaine et brésilienne, suite à leur qualification en investissement net dans un établissement à l'étranger.

## Note 11 – Impôts sur les résultats

### Décomposition du poste « Impôts sur les résultats »

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Impôts exigibles	(45 986)	(21 506)	(24 944)
Impôts différés	6 939	(12 577)	(3 349)
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>(39 047)</b>	<b>(34 083)</b>	<b>(28 293)</b>

Comme précisé dans la note 3 - Principes et méthodes comptables, le Crédit d'Impôt Recherche n'est pas inclus dans le poste « Impôts sur les résultats » mais vient en déduction des Frais de recherche et développement (voir note 8 - Ventilation des charges de personnel) contrairement au Crédit d'Impôt Recherche américain pour un montant respectivement de 5,5 millions d'euros, 4,9 millions d'euros et nul aux 31 décembre 2018, 31 décembre 2019 et 2020.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), d'un montant de 5,0 millions d'euros, 4,9 millions d'euros et 4,5 millions d'euros pour les exercices clos respectivement au 31 décembre 2018, 31 décembre 2019 et 31 décembre 2020 est incluse dans le poste « Impôts exigibles ».

## Rapprochement entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique

Le tableau suivant illustre le rapprochement entre la charge d'impôt sur les résultats effective et la charge d'impôt théorique (charge d'impôt calculée au taux nominal de 32,02% hors contributions supplémentaires) :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Résultat avant impôt	120 480	115 798	94 416
Taux théorique d'impôt	34,43 %	34,43 %	32,02 %
<b>Charge d'impôt calculée au taux théorique</b>	<b>(41 481)</b>	<b>(39 869)</b>	<b>(30 232)</b>
<b>Eléments en réconciliation :</b>			
- Crédit d'impôt recherche <sup>(1)</sup>	8 646	9 692	4 639
Paiement fondé sur des actions net de déductions fiscales <sup>(2)</sup>	(14 965)	(11 998)	(10 170)
- Beat waiver election <sup>(3)</sup>	—	(14 260)	(16 345)
- Différences permanentes <sup>(4)</sup>	(10 145)	(6 848)	7 860
- Impôt différés actifs non reconnus relatif aux pertes fiscales et aux différences temporaires <sup>(5)</sup>	(9 876)	(2 423)	(5 279)
- Comptabilisation/ utilisation de pertes fiscales antérieurement non reconnues <sup>(6)</sup>	3 777	18 433	2 199
- C.V.A.E incluse en charge d'impôts	(3 259)	(3 244)	(3 033)
- Incidence des déductions fiscales spécifiques <sup>(7)</sup>	32 664	14 243	11 734
- Incidence des différences de taux d'imposition	(319)	4 267	3 546
- Autres Différences	(4 089)	(2 076)	6 788
<b>Impôt reconnu au compte de résultat</b>	<b>(39 047)</b>	<b>(34 083)</b>	<b>(28 293)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>(32,5)%</b>	<b>(29,5)%</b>	<b>(30,1)%</b>

<sup>(1)</sup> Incluant l'effet impôt du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) français déduit des charges opérationnelles de Recherche & Développement, et le Crédit d'Impôt Recherche américain présenté en charge d'impôt de la période.

<sup>(2)</sup> Dans la plupart des pays où le Groupe est implanté, les paiements fondés sur des actions n'impliquent pas d'impacts fiscaux à la date d'attribution ou à la date d'exercice sauf au Royaume-Uni (à l'exercice) ou aux États-Unis (sous conditions). La déduction fiscale au Royaume-Uni et aux États-Unis liée aux exercices de la période a été compensée par la charge reconnue au titre des paiements fondés sur des actions non imposée.

<sup>(3)</sup> Règlement émis par le département du Trésor des États-Unis dans le cadre de la "Base Erosion Anti-abuse Tax" (BEAT) donnant l'option de renoncer à la déductibilité de charges exclues de la base de calcul de la taxe.

<sup>(4)</sup> Incluant principalement des charges de personnel, charges d'amortissements et opérations intragroupe.

<sup>(5)</sup> Les actifs d'impôts différés non reconnus concernent principalement Criteo Ltd, Criteo Corp., Criteo France, Criteo Singapore Pte.Ltd, Criteo do Brasil LTDA et Criteo Pty.

<sup>(6)</sup> En 2019, reconnaissance de déficits antérieurs non reconnus de Criteo Corp., générée par l'option offerte dans le cadre de la taxe américaine BEAT<sup>(3)</sup>

<sup>(7)</sup> Les déductions fiscales spécifiques concernent l'imposition à taux réduit des redevances technologiques facturées par Criteo SA à ses filiales.



## Actif et passifs d'impôt différé

Le tableau suivant présente les variations des principales sources d'impôts différés actifs et passifs :

(En milliers d'euros)	Provision Retraite	Déficits fiscaux	Immobilisation incorporelle et corporelle	Autres	Plafonnement des impôts différés	Position nette
Solde au 1er Janvier 2018	1 479	31 078	(18 843)	34 294	(29 246)	18 762
Variation en résultat net	518	15 861	6 574	(7 478)	(8 536)	6 939
Variation en autres éléments du résultat global	(360)	—	—	—	90	(270)
Variation de périmètre	28	1 465	(7 968)	—	486	(5 989)
Différences de change	—	638	(532)	937	(475)	568
Reclassement	—	(695)	—	695	—	—
Solde au 31 décembre 2018	1 665	48 347	(20 769)	28 448	(37 681)	20 010
Variation en résultat net	513	(24 725)	1 543	(5 640)	15 732	(12 577)
Variation en autres éléments du résultat global	422	—	—	—	(277)	145
Variation de périmètre	—	(288)	—	—	288	—
Différences de change	—	680	(335)	507	(688)	164
Reclassement	—	—	—	9 921	—	9 921
Solde au 31 décembre 2019	2 600	24 014	(19 561)	33 236	(22 626)	17 663
Variation en résultat net	173	(3 500)	1 746	9 124	(10 892)	(3 349)
Variation en autres éléments du résultat global	(1 320)	—	—	—	863	(457)
Variation de périmètre	—	980	26	131	(1 028)	109
Différences de change	—	(1 463)	1 156	(3 562)	2 648	(1 221)
Reclassement	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre 2020	1 453	20 031	(16 633)	38 929	(31 035)	12 745

Au 31 décembre 2018, 31 décembre 2019 et 31 décembre 2020, les impôts différés net non reconnus s'élevaient respectivement à 37,7 millions d'euros, 22,6 millions d'euros et 31,0 millions d'euros et concernent principalement Criteo Corp. (16,2 millions d'euros, 11,4 millions d'euros et 10,8 millions d'euros respectivement), Criteo do Brazil Ltda (3,0 millions d'euros, 2,9 millions d'euros et 2,2 millions d'euros), Criteo Ltd (6,3 millions d'euros, 6,7 millions d'euros et 6,0 millions d'euros, respectivement), Criteo China (3,1 millions d'euros, 2,9 millions d'euros, et 2,7 millions d'euros respectivement), Criteo Singapour (2,5 millions d'euros, 2,5 millions d'euros et 2,7 millions d'euros), Criteo Pty (2,2 millions d'euros, 2,3 millions d'euros et 2,3 millions d'euros) et Criteo France (3,5 millions d'euros, (6,8) millions d'euros et 0,8 millions d'euros respectivement).

Le Groupe a des pertes fiscales reportables générées par les filiales américaines et chinoises pour respectivement 3,4 millions d'euros et 2,7 millions d'euros dont les 1<sup>ères</sup> dates d'échéance sont respectivement 2030 et 2021. Le Groupe a des pertes fiscales générées par la filiale anglaise pour 6,3 millions d'euros, sans date d'échéance.

### ***Créances et dettes d'impôts sur le résultat***

Les créances d'impôts sur le résultat correspondent principalement aux acomptes et crédits d'impôts de Criteo S.A., Criteo Corp. et Criteo GmbH. Les dettes d'impôt sur le résultat concernent principalement Criteo K.K.

### ***Contrôle fiscal en cours aux Etat-Unis***

Le 27 septembre 2017, une notification provisoire a été reçue de l'administration fiscale américaine (IRS - Internal Revenue Service) concernant les comptes de l'exercice 2014 de la filiale Criteo Corp., confirmée dans la notification définitive datée du 8 février 2018. Le Groupe a contesté la position de l'IRS. Le 24 août 2020, un accord a été signé entre l'IRS et Criteo mettant un terme au contrôle fiscal, se traduisant par une réduction des pertes fiscales historiques de Criteo Corp. de 7,5 millions d'euros (9,2 millions de dollars).

## Note 12 – Catégories d'actifs et passifs financiers

### Actif financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories d'actifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2018		
	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur
Actif financiers non courants	17 869	17 869	17 869
Clients et comptes rattachés	413 887	413 887	413 887
Autres créances d'exploitation	66 002	66 002	66 002
<i>dont instruments dérivés</i>	—	—	1 487
Trésorerie et équivalents de trésorerie	318 276	—	318 276
<b>Total</b>	<b>816 034</b>	<b>497 758</b>	<b>816 034</b>

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2019		
	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur
Actif financiers non courants	19 358	19 358	19 358
Clients et comptes rattachés	425 640	425 640	425 640
Autres créances d'exploitation	69 139	69 139	69 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	372 751	—	372 751
<b>Total</b>	<b>886 888</b>	<b>514 137</b>	<b>886 888</b>

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2020		
	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur
Investissements financiers	34 075	—	34 075
Actif financiers non courants	14 754	14 754	14 754
Clients et comptes rattachés	386 321	386 321	386 321
Autres créances d'exploitation	73 466	73 466	73 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie	397 784	—	397 784
<b>Total</b>	<b>906 400</b>	<b>474 541</b>	<b>906 400</b>

## Passifs financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories des passifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2018	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Dettes financières	3 063	3 063
<i>dont instruments dérivés</i>	—	—
Fournisseurs et comptes rattachés	371 508	371 508
Autres dettes d'exploitation	146 119	146 119
<b>Total</b>	<b>520 690</b>	<b>520 690</b>

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2019	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Dettes financières	3 920	3 920
<i>dont instruments dérivés</i>	—	1 143
Fournisseurs et comptes rattachés	347 564	347 564
Autres dettes d'exploitation	141 985	141 985
<b>Total</b>	<b>493 469</b>	<b>493 469</b>

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2020	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Dettes financières	2 669	2 669
<i>dont instruments dérivés</i>	—	754
Fournisseurs et comptes rattachés	299 372	299 372
Autres dettes d'exploitation	143 250	143 250
<b>Total</b>	<b>445 291</b>	<b>445 291</b>

## Note 13 – Goodwill

(En milliers d'euros)	Goodwill
<b>Valeur nette au 1er Janvier 2019</b>	<b>273 259</b>
Acquisitions	4 606
Différences de change	4 403
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2019</b>	<b>282 268</b>
- Valeur brute fin de période	282 268
<b>Valeur nette au 1er Janvier 2020</b>	<b>282 268</b>
Acquisitions	2 381
Différences de change	(19 141)
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2020</b>	<b>265 508</b>
- Valeur brute fin de période	265 508

Les acquisitions en 2019 et 2020 sont liées à des regroupements d'entreprise qui ne sont pas matériels pour les états financiers consolidés du Groupe.

Le 29 octobre 2018, Criteo Corp., filiale américaine de la société Criteo SA, a acquis Manage.com Inc., une société ayant développé une solution d'applications mobiles pour l'acquisition de clients pour un montant de 60 millions de dollars (51,8 millions d'euros) pour l'acquisition des titres. Cette acquisition a été financée par prélèvement sur la trésorerie disponible du Groupe. Ce regroupement d'entreprise a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition. Une évaluation des actifs acquis et passif encourus a été effectuée et a permis l'identification d'une technologie et d'une clientèle pour respectivement 9,8 millions de dollars (8,4 millions d'euros) et 7,3 millions de dollars (6,3 millions d'euros) et de l'impôt différé passif correspondant pour 4,4 millions de dollars (3,8 millions d'euros). Un goodwill résiduel a été évalué à 45,0 millions de dollars (40,0 millions d'euros), post ajustements liés au besoin en fonds de roulement. Les coûts d'acquisition encourus s'élèvent à 1,0 millions de dollars (0,9 millions d'euros).

Le 3 août 2018, Criteo SA, a acquis Storetail Marketing Services SAS, une plateforme technologique permettant aux retailers de monétiser des emplacements natifs sur leurs sites de e-commerce sur une base CPM. Le Groupe a acquis l'ensemble des actions de Storetail pour un montant de 41,3 millions d'euros dont 37,7 millions d'euros prélevés sur la trésorerie disponible du Groupe, et 3,6 millions d'euros de paiements différés en actions sur dans les deux ans suivant la date d'acquisition. Ce regroupement d'entreprise a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition. Une évaluation des actifs acquis et passif encourus a été effectuée et a permis l'identification d'une plateforme technologique marketing pour 12,2 millions d'euros et de l'impôt différé passif correspondant pour 3,6 millions d'euros. Un goodwill résiduel a été évalué à 27,8 millions d'euros. Les coûts d'acquisition encourus s'élèvent à 0,6 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, 2019 et 2018, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable l'unité génératrice de trésorerie dépassait la valeur comptable de cette dernière.

## Note 14 – Immobilisations incorporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Logiciels	Technologie et Relations clients	Immobilisations incorporelles en cours	Total
<b>Valeur nette au 1er Janvier 2019</b>	<b>11 586</b>	<b>80 766</b>	<b>5 495</b>	<b>97 847</b>
Acquisitions	2 346	—	8 528	10 874
Amortissements et pertes de valeur	(8 023)	(24 928)	—	(32 951)
Variation de périmètre	97	—	—	97
Différences de change	—	1 469	4	1 473
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	11 009	—	(11 009)	—
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2019</b>	<b>17 015</b>	<b>57 307</b>	<b>3 018</b>	<b>77 340</b>
Valeur brute fin de période	50 294	127 651	3 018	180 963
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(33 279)	(70 344)	—	(103 623)
<b>Valeur nette au 1er Janvier 2020</b>	<b>17 015</b>	<b>57 307</b>	<b>3 018</b>	<b>77 340</b>
Acquisitions	2 775	—	9 850	12 625
Amortissements et pertes de valeur	(8 248)	(13 605)	—	(21 853)
Variation de périmètre	54	—	—	54
Différences de change	(5)	(3 020)	(156)	(3 181)
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	1 936	—	(1 936)	—
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2020</b>	<b>13 527</b>	<b>40 682</b>	<b>10 776</b>	<b>64 985</b>
Valeur brute fin de période	54 479	119 924	10 776	185 179
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(40 952)	(79 242)	—	(120 194)

Les acquisitions de logiciels concernent essentiellement les logiciels à usage interne et les licences informatiques.

Le montant des amortissements et pertes de valeur sur les technologies et relations clients correspond à l'amortissement des technologies acquises par Criteo SA lors des regroupements d'entreprises avec HookLogic, Storetail Marketing SAS ("Storetail") et Manage.com ("Manage"). La variation enregistrée en 2019 reflète la décision d'accélérer l'amortissement de la technologie de Manage suite à la révision de la durée d'utilité en raison du décommissionnement anticipé de la plateforme technologique de Manage et de la perte de valeur constatée sur les relations clients de Manage liée à une performance moins élevée que prévue à la date d'acquisition, largement due à une très forte concentration clients et à un environnement commercial volatile.

Aucun événement intervenu sur 2020 présente un risque de perte de valeur.

La durée de vie moyenne des logiciels d'une part, de la technologie et des relations clients d'autre part, est respectivement de 3 ans et entre 3 et 9 ans.

## Note 15 – Immobilisations corporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations corporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Installations et agencements	Matériel et mobilier	Immobilisations corporelles en cours	Total
<b>Valeur nette au 1er Janvier 2019</b>	<b>16 493</b>	<b>126 461</b>	<b>17 754</b>	<b>160 708</b>
Acquisitions	416	20 652	41 944	63 012
Cessions et mises au rebut	(891)	(808)	(11)	(1 710)
Amortissement	(5 697)	(44 861)	—	(50 558)
Variation de périmètre	—	5	(2)	3
Différences de change	298	849	230	1 377
Transferts d'immobilisations en cours	797	55 286	(56 083)	—
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2019</b>	<b>11 416</b>	<b>157 584</b>	<b>3 832</b>	<b>172 832</b>
Valeur brute fin de période	31 561	367 557	3 832	402 950
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(20 145)	(209 973)	—	(230 118)
<b>Valeur nette au 1er Janvier 2020</b>	<b>11 416</b>	<b>157 584</b>	<b>3 832</b>	<b>172 832</b>
Acquisitions	675	34 119	11 536	46 330
Cessions et mises au rebut	(2 444)	(1 339)	—	(3 783)
Amortissement	(3 343)	(52 109)	—	(55 452)
Variation de périmètre	—	(10)	15	5
Différences de change	(557)	(4 476)	(473)	(5 506)
Transferts d'immobilisations en cours	216	3 151	(3 367)	—
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2020</b>	<b>5 963</b>	<b>136 920</b>	<b>11 543</b>	<b>154 426</b>
Valeur brute fin de période	24 127	357 814	11 543	393 484
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(18 164)	(220 894)	—	(239 058)

Les mouvements dans les immobilisations corporelles concernent principalement les acquisitions de serveurs et équipements informatiques associés dans les filiales française, américaine et japonaise où sont localisés les Data Centers du Groupe.

## Note 16 – Investissements financiers

A fin décembre 2020, le Groupe détient 34.1 millions d'euros d'investissements classés en actif non courant car ils ne répondent pas aux critères de classification en trésorerie et équivalents de trésorerie et sont comptabilisés à leur coût amorti. Le Groupe a l'intention de détenir ces investissements jusqu'à leur échéance et percevoir les flux de trésorerie contractuels. Les intérêts perçus sont non significatifs au 31 décembre 2020. Ils sont classés au niveau 2 car leur méthode de comptabilisation repose sur des données de marché observables. Leur valeur de marché se rapproche de leur valeur comptable au vue de la nature et de l'échéance de ces investissements.

## Note 17 – Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés du nantissement d'un compte à terme pour un montant de 5,6 millions d'euros, exigé par la banque en contrepartie de l'octroi d'une garantie à première demande au profit du bailleur du siège social et des dépôts de garantie sur des locations immobilières en France, Royaume-Uni, Singapour, Espagne, Japon et États Unis.



## Note 18 - Contrats de location

Les composantes de la charge de location sont les suivantes :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2019		
	Bureaux	Serveurs	Total
Charges d'amortissements et de dépréciation	33 988	20 678	54 666
Charges d'intérêts	3 418	789	4 207
Charges locative court terme	2 051	1 631	3 682
Charges locative variable	534	—	534
Produits de sous-location	(2 605)	—	(2 605)
<b>Total</b>	<b>37 386</b>	<b>23 098</b>	<b>60 484</b>

(En milliers d'€)	31 Décembre 2020		
	Bureaux	Serveurs	Total
Charges d'amortissements et de dépréciation	26 183	21 871	48 054
Charges d'intérêts	1 905	619	2 524
Charges locative court terme	718	294	1 012
Charges locative variable	389	—	389
Produits de sous-location	(663)	—	(663)
<b>Total</b>	<b>28 532</b>	<b>22 784</b>	<b>51 316</b>

Les droits d'utilisation se décomposent ainsi, par nature d'actif sous-jacent :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2019		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Bureaux	243 744	(150 919)	92 825
Serveurs	98 040	(64 798)	33 242
<b>Total</b>	<b>341 784</b>	<b>(215 717)</b>	<b>126 067</b>

(En milliers d'€)	31 Décembre 2020		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Bureaux	109 320	(48 269)	61 051
Serveurs	60 778	(28 719)	32 059
<b>Total</b>	<b>170 098</b>	<b>(76 988)</b>	<b>93 110</b>

La variation du solde net des droits d'utilisation au cours de l'exercice est constituée des éléments suivants :

(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total
<b>Valeur nette au 1er Janvier 2019</b>	<b>134 804</b>	<b>43 647</b>	<b>178 451</b>
Nouveaux contrats / modifications du périmètre des contrats	(9 227)	9 734	507
Amortissement	(26 800)	(20 678)	(47 478)
Dépréciation	(7 719)	—	(7 719)
Différences de change	1 767	539	2 306
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2019</b>	<b>92 825</b>	<b>33 242</b>	<b>126 067</b>
Nouveaux contrats / modifications du périmètre des contrats	(9 031)	21 954	12 923
Amortissement	(24 924)	(21 871)	(46 795)
Dépréciation	5 131	—	5 131
Différences de change	(2 950)	(1 266)	(4 216)
<b>Valeur nette au 31 Décembre 2020</b>	<b>61 051</b>	<b>32 059</b>	<b>93 110</b>

Les dettes locatives se décomposent ainsi :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2019		
	Bureaux	Serveurs	Total
Dettes locatives à plus d'un an	85 120	21 210	106 330
Dettes locatives à moins d'un an	24 940	15 936	40 876
<b>Total</b>	<b>110 060</b>	<b>37 146</b>	<b>147 206</b>

(En milliers d'€)	31 Décembre 2020		
	Bureaux	Serveurs	Total
Dettes locatives à plus d'un an	52 526	15 485	68 011
Dettes locatives à moins d'un an	20 606	19 722	40 328
<b>Total</b>	<b>73 132</b>	<b>35 207</b>	<b>108 339</b>

Au 31 Décembre 2020, l'échéancier des paiements minimum futurs des contrats de location est détaillé comme suit :

(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total
2021	26 346	21 114	47 460
2022	24 769	10 214	34 983
2023	15 845	3 881	19 726
2024	7 394	1 993	9 387
2025	6 320	333	6 653
2026 et au-delà	2 124	—	2 124
<b>Total paiements minimum futurs</b>	<b>82 798</b>	<b>37 535</b>	<b>120 333</b>

Au 31 Décembre 2020, le montant des contrats de location de serveurs qui n'ont pas encore débuté et qui résulteront en une augmentation des dettes de location et droit d'utilisation s'élève à 6.4 million d'euros. Ces contrats débuteront au cours de l'année 2021.

## Note 19 - Créances clients

Le tableau suivant présente la ventilation de la valeur nette comptable des créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Créances clients et comptes rattachés	436 524	443 105	418 848
Dépréciation	(22 637)	(17 465)	(32 527)
<b>Valeur nette fin de période</b>	<b>413 887</b>	<b>425 640</b>	<b>386 321</b>

Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations de créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
<b>Montant début de période</b>	<b>(17 359)</b>	<b>(22 637)</b>	<b>(17 465)</b>
Provision pour dépréciation	(14 964)	(13 055)	(27 009)
Reprise de provision	10 129	18 591	10 127
Variations de périmètre	(132)	—	—
Écart de conversion	(311)	(364)	1 820
<b>Montant fin de période</b>	<b>(22 637)</b>	<b>(17 465)</b>	<b>(32 527)</b>

La variation de la provision pour dépréciation de la période résulte principalement de l'impact estimé du COVID-19 sur les futurs encaissements des créances clients causés par le ralentissement économique conduisant à des difficultés financières pour certains de nos clients, en particulier dans le secteur du commerce de détail. En cette période de turbulences économiques liées aux COVID-19, nos estimés et jugements relatifs à la recouvrabilité de nos créances sont soumis à une plus grande incertitude.

## Note 20 – Autres créances d'exploitation

Le tableau suivant présente le détail des autres actifs courants pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Fournisseurs débiteurs	3 542	4 547	4 574
Créances sociales	197	249	147
Créances fiscales	46 584	54 232	57 035
Débiteurs divers	3 454	3 087	3 770
Charges constatées d'avance	10 738	7 024	7 940
Instruments financiers dérivés	1 487	—	—
<b>Valeur brute fin de période</b>	<b>66 002</b>	<b>69 139</b>	<b>73 466</b>
<b>Valeur nette fin de période</b>	<b>66 002</b>	<b>69 139</b>	<b>73 466</b>

Les créances fiscales concernent principalement les créances de TVA et les créances de Crédit Impôt Recherche. Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement des loyers payés d'avance.

## Note 21 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

### État consolidé de la situation financière

Le tableau suivant présente la ventilation du poste «Trésorerie et équivalents de trésorerie » pour chaque exercice présenté :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Comptes à terme	109 556	168 345	132 391
Disponibilités	208 720	204 406	265 393
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>318 276</b>	<b>372 751</b>	<b>397 784</b>

Les équivalents de trésorerie comprennent des comptes à terme qui respectent les critères de la norme IAS 7 : placements à court terme très liquides et présentant un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

Le nantissement du compte à terme est considéré comme un instrument financier de niveau 2 car son évaluation repose sur des données de marché observable. Pour notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, la juste valeur se rapproche de la valeur comptable, compte tenu de la nature de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'échéance des flux de trésorerie attendus.

### Tableau consolidé des flux de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » de clôture, tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, peut être réconcilié avec les postes de l'état consolidé de la situation financière, comme suit :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Trésorerie et Équivalents de Trésorerie	318 276	372 751	397 784
<b>Trésorerie Nette</b>	<b>318 276</b>	<b>372 751</b>	<b>397 784</b>

## Note 22 – Capital social

Le Groupe gère son capital de façon à s'assurer que (i) les entités du Groupe seront en mesure de maintenir la continuité de leur exploitation tout en (ii) maximisant le rendement pour les investisseurs au moyen de l'optimisation de la dette financière et des fonds propres.

La structure financière du Groupe est composée de l'endettement net (Dettes financières nettes de la trésorerie et équivalents de trésorerie) et des fonds propres (composés du capital, des primes et réserves, du résultat net et des participations ne donnant pas le contrôle).

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte ou exigence externe en matière de capital.

### Variation du nombre d'actions en circulation

(En nombre d'actions)	Actions ordinaires	
<b>En circulation au 1er Janvier 2019</b>	<b>64 249 084</b>	
	<i>dont actions ordinaires</i>	67 708 203
	<i>dont actions propres</i>	(3 459 119)
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE, vestings d'actions gratuites <sup>(1)</sup>		83 266
Réduction de capital <sup>(2)</sup>		(1 594 288)
Programme de rachat d'actions propres (cf. Note 4)		(444 554)
<b>En circulation au 31 Décembre 2019</b>	<b>62 293 508</b>	
	<i>dont actions ordinaires</i>	66 197 181
	<i>dont actions propres</i>	(3 903 673)
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE, vestings d'actions gratuites <sup>(3)</sup>		231 784
Complément de prix Storetail		(156 859)
Programme de rachat d'actions propres (cf. Note 4)		(1 728 863)
<b>En circulation au 31 Décembre 2020</b>	<b>60 639 570</b>	
	<i>dont actions ordinaires</i>	66 272 106
	<i>dont actions propres</i>	(5 632 536)

<sup>(1)</sup> Approuvé par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars 2019, 25 avril 2019, 25 juin 2019, 25 juillet 2019, 24 octobre 2019 et 11 décembre 2019

<sup>(2)</sup> Le 8 février 2019, le Conseil d'administration a constaté la réduction de capital de Criteo S.A. suite à l'annulation de 1 594 288 actions propres rachetées dans le cadre du programme de rachats d'actions.

<sup>(3)</sup> Approuvé par le Conseil d'administration du 3 mars 2020, 23 avril 2020, 22 juin 2020, 23 juillet 2020, 23 octobre 2020 et 9 décembre 2020

## Note 23 – Résultat par action

### Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	75 304	77 120	63 554
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	66 456 890	64 305 965	60 876 480
<b>Résultat de base par action</b>	<b>1,13 €</b>	<b>1,20 €</b>	<b>1,04 €</b>

### Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré des actions potentiellement dilutives non encore émises en fonction des plans d'attribution de BSCPE, BSA, OSA et d'actions gratuites (note 9). Il n'a pas d'autres instruments dilutifs potentiels aux 31 décembre 2018, 2019 et 2020. Par conséquent, l'effet dilutif potentiel total est pris en compte.

Pour chaque exercice présenté, un instrument de capitaux propres (i.e. une option de souscription d'action, un bon de souscription d'action, une action gratuite ou encore un BSPCE) est considéré comme potentiellement dilutif, s'il est « dans la monnaie » (c'est-à-dire si le prix d'exercice ou de règlement est inférieur au prix moyen du marché).

	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
<b>Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA</b>	<b>75 304</b>	<b>77 120</b>	<b>63 554</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	66 456 890	64 305 965	60 876 480
Effet des instruments dilutifs :	938 163	1 240 725	670 725
- Attributions Gratuites d'Action (AGA)	550 736	932 694	572 559
- Options de Souscription d'Action (O.S.A) et BSPCE	348 566	271 756	88 321
- Bons de souscription d'Action (BSA)	38 861	36 276	9 845
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>67 395 053</b>	<b>65 546 690</b>	<b>61 547 205</b>
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>1,12 €</b>	<b>1,18 €</b>	<b>1,03 €</b>



## Note 24 – Avantages du personnel

### Régimes de retraite à prestations définies

Conformément à la loi française et à la convention collective Syntec, les salariés français ont droit à une indemnité versée lors du départ à la retraite.

Le tableau suivant présente les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
<b>Valeur actuelle de l'engagement retraite début d'exercice</b>	<b>4 293</b>	<b>4 835</b>	<b>7 553</b>
Coût des services rendus	1 431	1 390	1 954
Coût financier	73	101	83
Ecarts actuariels	(1 046)	1 227	(4 564)
Variation de périmètre	84	—	—
<b>Valeur actuelle de l'engagement retraite fin d'exercice</b>	<b>4 835</b>	<b>7 553</b>	<b>5 026</b>

Le rapprochement entre les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies de la situation financière consolidée et la charge comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net pour les exercices présentés est illustré dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Coût des services rendus	(1 431)	(1 390)	(1 954)
- <i>Frais de recherche et développement</i>	(715)	(679)	(975)
- <i>Frais marketing et commerciaux</i>	(274)	(253)	(345)
- <i>Frais généraux et administratifs</i>	(442)	(458)	(634)
Coût financier	(73)	(101)	(83)
- <i>Produits et charges financiers</i>	(73)	(101)	(83)
Ecarts actuariels	1 046	(1 227)	4 565
- <i>Autres éléments du résultat global</i>	1 046	(1 227)	4 565

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans le cadre de l'évaluation des engagements de retraite à prestations définies sont présentées ci-dessous :

	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Taux d'actualisation (Oblig. AA)	2,10 %	1,10 %	0,85 %
Taux de revalorisation des salaires	5,00 %	5,00 %	5,00 %
Taux de charges sociales	49% - 50%	49% - 50%	49% - 50%
Age de départ en retraite	Table progressive	Table progressive	Table progressive
Table de mortalité	TH-TF 2000-2002 décalée	TH-TF 2000-2002 décalée	TH-TF 2000-2002 décalée
Hypothèses de turnover des effectifs	0 - 10.5%	0 - 10.5%	0 - 17.8%

### Régimes de retraite à cotisations définies

La charge totale comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au titre des régimes de retraite à cotisations définies est présentée ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Charge de Personnel comptabilisée au titre des régimes à cotisations définies	(14 324)	(14 011)	(14 201)

## Note 25 – Passifs financiers

Les variations des passifs financiers courants et non courants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont présentées dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2019	Nouveaux emprunts	Remboursement	Variations de périmètre	Autres <sup>(2)</sup>	Différences de change	31 Décembre 2020
Emprunts bancaires <sup>(1)</sup>	300	—	—	—	(300)	—	—
Dettes financières diverses	384	279	—	—	(340)	(8)	315
<b>Total non courant</b>	<b>684</b>	<b>279</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(640)</b>	<b>(8)</b>	<b>315</b>
Emprunts bancaires <sup>(1)</sup>	1 579	140 000	(141 180)	533	300	(7)	1 225
Dettes financières diverses	514	16	(474)	—	340	(21)	375
Instruments dérivés	1 143	—	—	—	(389)	—	754
<b>Total courant</b>	<b>3 236</b>	<b>140 016</b>	<b>(141 654)</b>	<b>533</b>	<b>251</b>	<b>(28)</b>	<b>2 354</b>
Emprunts bancaires <sup>(1)</sup>	1 879	140 000	(141 180)	533	—	(7)	1 225
Dettes financières diverses	898	295	(474)	—	—	(29)	690
Instruments dérivés	1 143	—	—	—	(389)	—	754
<b>Total</b>	<b>3 920</b>	<b>140 295</b>	<b>(141 654)</b>	<b>533</b>	<b>(389)</b>	<b>(36)</b>	<b>2 669</b>

<sup>(1)</sup> dont intérêts courus

<sup>(2)</sup> dont classification courant / non courant et variation de la juste valeur des instruments dérivés

Le Groupe a signé différents accords de prêts avec des établissements financiers tiers dédiés au financement d'actifs corporels, comme indiqué ci-dessous :

Date d'octroi	Montant autorisé (en milliers)	Montant tiré (Facilité de crédit)	Solde au 31 décembre 2020 (en milliers)	Taux	Echéance
<b>BPI</b>					
20 février 2014	N/A	N/A	300 €	Fixe: 2,09%	Mai 2021
Autres	N/A	N/A	743 €	—	post 2023
<b>Autres emprunts</b>					
	N/A	N/A	183 €	—	2024
<b>Facilité de crédit renouvelable - Criteo SA</b>					
24 septembre 2015 <sup>(1)</sup>	350 000 €	—	—	Euribor ou Libor + marge ajustable en fonction du ratio de Leverage	Mars 2022

<sup>(1)</sup> l'accord a été amendé prolongeant la durée de terme de l'accord pour une année supplémentaire pour 350 millions d'euros jusqu'à Mars 2022 et pour 294 millions d'euros de Mars 2022 à Mars 2023.

Le 24 septembre 2015, une ligne de crédit renouvelable multidevises auprès de BNP Paribas, Crédit Lyonnais (LCL), HSBC France, Natixis et Société Générale, d'un montant de 250,0 millions d'euros (ou d'un montant équivalent en dollars ou dans d'autres devises optionnelles sous conditions) a été contractée pour une durée de cinq ans. Cette nouvelle ligne de crédit multidevises non garantie est destinée à financer les besoins généraux du Groupe, incluant les opérations de croissance externe. Les intérêts sont basés sur un taux de référence égal à la somme du taux Euribor / Libor selon un tirage en euros / dollars, plus une marge ajustable en fonction du ratio de levier et de coûts additionnels applicables contractuels. L'accord contient des clauses obligatoires d'usage relatives aux prépaiements, indemnités, représentations, engagements (ratio dette nette sur EBITDA ajustée, restrictions en cas de nouvel endettement) et défaillance.

En 2017, l'accord a été amendé augmentant notamment le montant de la facilité de crédit de 250 à 350 millions d'euros et la durée de terme de 2020 à 2022. En 2020, les parties ont acté une extension du terme d'une année de mars 2020 à mars 2023 pour un montant de 350,0 millions d'euros jusque mars 2022 et pour 294,0 millions d'euros de mars 2022 à mars 2023.

En février 2014, un prêt a été contracté auprès de la BPI France (Banque Publique d'Investissements) pour financer le développement du Groupe correspondant à une ligne de crédit d'un montant de 3 millions d'euros, d'une durée de sept ans, remboursable trimestriellement après une période de deux ans. Au 31 décembre 2020, le solde de cet emprunt est de 1,0 million d'euros.

Ces prêts intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire à l'exception du covenant relatif à la ligne de crédit de 350,0 millions d'euros, respecté au 31 décembre 2020.

## Note 26 – Endettement net

L'endettement net du Groupe est calculé en déduisant la trésorerie et les équivalents de trésorerie des passifs financiers. Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devises.

Comme indiqué dans les notes 5 et 21, les risques de marché sont contrôlés par la Direction, qui définit la politique de gestion de l'endettement financier net consolidé, notamment en termes de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et d'exposition aux risques de contrepartie pour les mois à venir et analyse de la gestion passée (transactions réalisées, résultats financiers).

Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devise.

### Endettement net par échéance

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan	Echéance				
		2021	2022	2023	2024	2025
Emprunts bancaires <sup>(1)</sup>	1 227	1 227	—	—	—	—
Dettes financières diverses	688	373	36	—	—	279
Instruments dérivés	754	754	—	—	—	—
<b>Total dettes financières</b>	<b>2 669</b>	<b>2 354</b>	<b>36</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>279</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(397 784)	(397 784)	—	—	—	—
<b>Total Endettement net</b>	<b>(395 115)</b>	<b>(395 430)</b>	<b>36</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>279</b>

<sup>(1)</sup> dont intérêts courus

### Endettement net par devise

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan	Devise					
		EUR	GBP	USD	JPY	KRW	AUTRES
Emprunts bancaires <sup>(1)</sup>	1 227	1 227	—	—	—	—	—
Dettes financières diverses	688	327	310	51	—	—	—
Instruments dérivés	754	754	—	—	—	—	—
<b>Total dettes financières</b>	<b>2 669</b>	<b>2 308</b>	<b>310</b>	<b>51</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(397 784)	(297 317)	(10 671)	(38 454)	(24 923)	(7 670)	(15 482)
<b>Total Endettement net</b>	<b>(395 115)</b>	<b>(295 009)</b>	<b>(10 361)</b>	<b>(38 403)</b>	<b>(24 923)</b>	<b>(7 670)</b>	<b>(15 482)</b>

<sup>(1)</sup> dont intérêts courus

## Note 27 – Provisions

La variation des provisions est détaillée dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	Provisions pour litiges sociaux	Autres provisions	Total
<b>Solde au 1er Janvier 2019</b>	<b>216</b>	<b>2 089</b>	<b>2 305</b>
Dotations	412	3 391	3 803
Reprises de provision utilisée	(73)	—	(73)
Reprises de provision non utilisée	—	(359)	(359)
Différences de change	—	5	5
<b>Solde au 31 Décembre 2019</b>	<b>555</b>	<b>5 126</b>	<b>5 681</b>
Dotations	444	870	1 314
Reprises de provision utilisée	—	(728)	(728)
Reprises de provision non utilisée (*)	(29)	(1 935)	(1 964)
Différences de change	(6)	(119)	(125)
Autres (**)	—	(2 345)	(2 345)
<b>Solde au 31 Décembre 2020</b>	<b>964</b>	<b>869</b>	<b>1 833</b>
courant	964	869	1 833

(\*) En raison de la révision de l'estimé des sorties de ressources.

(\*\*) Transfert en dettes fiscales suite à la réception de la notification confirmant le montant dû.

Les provisions concernent principalement des litiges provisionnés selon le meilleur estimé de la Direction de la sortie de ressources pour éteindre l'obligation.

## Note 28 – Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Clients avances et acomptes	9 020	12 120	9 973
Clients avoirs à établir	11 514	14 616	11 762
Dettes sociales	57 536	66 566	69 491
Dettes fiscales	47 433	43 477	46 549
Dettes sur immobilisations	18 961	4 159	4 885
Dettes diverses	1 111	845	522
Produits constatés d'avance	544	202	68
<b>Total</b>	<b>146 119</b>	<b>141 985</b>	<b>143 250</b>

## Note 29 – Engagements hors-bilan

### **Autres engagements non résiliables**

Au 31 décembre 2020, le Groupe a 5,0 millions d'euros d'autres engagements non résiliables liés aux licences des logiciels et de maintenance ainsi que 0,4 millions d'euros d'engagements liés à la bande passante nécessaire au fonctionnement des serveurs du Groupe.

### **Facilités de crédit court termes et découverts bancaires**

Tel qu'indiqué en note 25, le Groupe est engagé dans une ligne de crédit avec un syndicat de banques permettant de disposer de 350,0 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Le Groupe dispose aussi de facilités bancaires sous forme de lignes de crédit court terme et de découverts bancaires autorisés auprès de HSBC plc, LCL et de BNP Paribas. Le Groupe pourrait ainsi disposer d'un montant maximum de 21,5 millions d'euros de facilités avec ces établissements bancaires. Au 31 décembre 2020, aucun tirage n'a été effectué. En cas de tirage, les intérêts sont calculés sur la base du taux Euribor 1 mois ou Euribor 3 mois.

S'agissant de financements court terme, les banques peuvent les dénoncer dans un très court délai. Ces facilités intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement, mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire à l'exception de la ligne de crédit de 350 millions d'euros pour laquelle les conditions sont respectées au 31 décembre 2020.

## Note 30 – Parties liées

Le 2 mars 2020, le Groupe a annoncé l'intention de Benoit Fouilland *Chief Financial Officer* de quitter la société à la fin du second trimestre 2020.

Le 15 mai 2020, le Groupe a annoncé la nomination de Dave Anderson au poste de *Chief Financial Officer* par intérim de la Société pour un mandat de six mois en remplacement de Benoit Fouilland, à compter du 18 mai 2020. Au cours de son engagement, M. Anderson est également le Responsable financier principal et Responsable Comptable principal. M. Fouilland a quitté Criteo le 30 juin 2020.

Le 31 août 2020, le Groupe a annoncé que Jean-Baptiste Rudelle, fondateur et ancien *Chief Executive Officer* quittait le conseil d'administration, en date d'effet du 27 août 2020. Mr Rudelle a démissionné de ses fonctions de *Chief Executive Officer* en novembre 2019 et de la présidence du conseil d'administration en juillet 2020. Le 27 août 2020, Megan Clarcken a été nommée au conseil d'administration.

Le 3 septembre 2020, le Groupe a annoncé la nomination de Sarah Glickman au poste de *Chief Financial Officer* de la Société, à compter du 8 septembre 2020, en remplacement de Dave Anderson.

Au 31 décembre 2020, la Direction du Groupe est composée des personnes suivantes :

- Megan Clarcken - *Chief Executive Officer*
- Sarah Glickman - *Chief Financial Officer et Principal Accounting Officer*
- Ryan Damon - *General Counsel and Corporate Secretary*

Le montant global des rémunérations versées à la Direction du Groupe, incluant les charges sociales, est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2018	31 Décembre, 2019	31 Décembre, 2020
Avantages à court terme <sup>(1)</sup>	(3 743)	(3 421)	(2 959)
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(2)</sup>	(40)	(40)	(20)
Paiements fondés sur des actions	(6 787)	(4 113)	(1 842)
<b>Total</b>	<b>(10 570)</b>	<b>(7 574)</b>	<b>(4 821)</b>

1) Salaires, bonus et autres rémunérations

2) Régime de retraite à prestation définie

Il n'y a pas eu de transactions significatives relatives à des parties liées aux 31 décembre 2018, 2019 et 2020.



## Note 31 – Evènements postérieurs à la clôture

Le 5 février 2021 le Groupe a annoncé l'autorisation par son Conseil d'Administration d'un programme de rachat d'actions propres ne pouvant excéder 100,0 millions de dollars (81,5 millions d'euros) équivalents en American Depositary Share (« ADS ») afin de satisfaire l'attribution d'actions gratuites à ces employés à l'issue des périodes d'acquisition, dans le but de limiter tout dilution future.